

L'ACTION NATIONALE

Volume LXIV, Numéro 10

Juin 1975

\$1.00

EMPIRISME ET NATIONALISME DE MAURRAS
Maurice Torelli

✓ **LES QUÉBÉCOIS ET LEUR ÉCONOMIE**
Rodrigue Tremblay

SUCCÈS OU FAILLITE DES CEGEP ?
Maurice Lebel

FINI LES FANTÔMES
Georges Allaire

IMPRESSIONS DE ROME
Jean Genest

TABLE DES AUTEURS ET DES MATIÈRES

POUR VOS ACHATS CONSULTEZ NOTRE RÉPERTOIRE
D'ANNONCEURS CLASSIFIÉS

TABLE DES MATIÈRES

	pages
Maurice TORELLI : Deux pôles de la pensée de Charles Maurras : empirisme organisateur et nationalisme intégral	791
Rodrigue TREMBLAY : Les Québécois et leur économie	801
Maurice LEBEL : Succès ou faillite des CEGEP ?	810
Georges ALLAIRE : Fini les fantômes	849
Jean GENEST : Impressions de Rome	857
TABLE DES AUTEURS ET DES MATIÈRES, 1974-1975	873

Dépôt légal — 1^{er} semestre 1975
Bibliothèque nationale du Québec

hommages de

LA QUÉBÉCOISE

notre cigarette à nous

Courrier de la deuxième classe
Enregistrement no 1162

Voyage de l'Action Nationale

Espagne - Portugal - Angleterre

3 au 25 JUILLET 1975 — TOUT COMPRIS : \$1325.

DESCRIPTION

3 juillet : Départ de MONTRÉAL, par C.P.:AIR, vers 22.00 h.	
4 juillet : Arrivée à MADRID (Barajas), vers 07.30 h. Randonnée en autocar jusqu'à GRANADA. Déjeuner en route	450 kil.
5 juillet : Visite de GRANADA (Alhambra, Generalife, Cathédrale, etc.)	100 kil.
6 juillet : En autocar, de GRANADA à CORDOBA (visite de la ville)	170 kil.
7 juillet : De CORDOBA à SEVILLA (cathédrale, alcazar, etc.)	150 kil.
8 juillet : Journée libre à SEVILLA : découverte de la ville, musées	100 kil.
9 juillet : De SEVILLA à LISBOA (déjeuner à BEJA, Portugal). Visite	350 kil.
10 juillet : LISBOA (déjeuner et dîner). Visite de la ville	150 kil.
11 juillet : LISBOA : Praça do Comercio, do Imperio, etc.	100 kil.
12 juillet : journée libre. Excursion probable à Estoril	100 kil.
13 juillet : LISBOA-FATIMA-COIMBRA, visite de l'Université	250 kil.
14 juillet : COIMBRA-GUARDA-SALAMANCA, visite de la vieille ville	350 kil.
15 juillet : SALAMANCA-AVILA-SEGOVIA, visite de la maison Ste-Thérèse	150 kil.
16 juillet : SEGOVIA-VALLE DE LOS CAIDOS-EL ESCORIAL-MADRID	150 kil.
17 juillet : MADRID, visite du PRADO, du PALACIO REAL, de la ville	100 kil.
18 juillet : MADRID, journée libre, programme individuel	100 kil.
19 juillet : MADRID-TOLEDO : départ à 09.00 et retour à 18.00 h.	160 kil.
	TOTAL 3000 envir.
20 juillet : MADRID. À l'aéroport de Barajas, avion pour LONDRES et transport à l'hôtel. Visite de la ville-centre.	
21 juillet : LONDRES : visite de la ville historique. London Towers	
22 juillet : LONDRES : visite du British Museum, Westminster Abbey, etc.	
23 juillet : LONDRES-OXFORD-STRATFORD ON AVON.	
24 juillet : LONDRES-COVENTRY.	
25 juillet : LONDRES : de l'aéroport Heathrow à DORVAL-MONTRÉAL.	

RENSEIGNEMENTS

• QUE COMPREND LE PRIX ?

- 1 — Tous les transports de groupe : aérien, autobus, taxis.
- 2 — Tous les hôtels, à raison de 2 personnes par chambre (lits jumeaux, salle de bain).
- 3 — Tous les repas, pourboires et boissons ordinaires.
- 4 — Toutes les taxes d'aéroport, taxes d'entrée aux musées.
- 5 — Le transport de 44 livres de bagages (deux valises par personne).

• QUESTIONS PRATIQUES :

- 1 — Apporter le moins de bagages possibles.
Un chandail pour les soirées fraîches.
De bons souliers légers et souples.
Imperméable léger qui sert pour tout : vent, pluie, plage, etc.
- 2 — Tous les touristes du monde apportent avec eux .
aspirines, entéro-vioform, réveille-matin, caméra.
- 3 — Le courant électrique n'est pas le même qu'au Canada.
- 4 — Le dollar vaut présentement 55 pesetas (Espagne), 24 escudos (Portugal). Une livre anglaise vaut \$2.44 canadiens.
- 5 — Le prix de \$1325 inclut, à raison de deux personnes par chambre, des hôtels de première classe, un autocar privé de luxe.

• NE MANQUEZ PAS VOTRE CHANCE :

- 1 — Il s'agit d'un voyage vraiment enrichissant : étude de trois cultures occidentales à comparer.
- 2 — Son inscription : envoyez votre nom, votre adresse, votre date de naissance, votre numéro de passeport, votre numéro de téléphone et un dépôt de \$100. Le groupe est limité à 30 personnes.
Un mois avant le départ, le prix total devra être versé. Toute annulation dans le mois antérieur au départ exige des frais d'administration égaux à 10% du prix du voyage.
- 3 — Tout passager a besoin d'un passeport valide. Un certificat de vaccination antivariolique n'est pas requis mais tant mieux pour ceux qui l'obtiendront.
- 4 — Les organisateurs ne sont pas responsables pour la perte de bagages, d'accidents de route, de retards et de changements d'horaires ou d'itinéraires pour raison sérieuse ou pour grèves affectant le parcours.

ADRESSEZ-VOUS À :

JEAN GENEST
25 OUEST, RUE JARRY
MONTRÉAL (TÉLÉPHONE : 387-2541)

L'ACTION NATIONALE

Volume LXIV, Numéro 10

Juin 1975

\$1.00

Deux pôles de la pensée de Charles Maurras: empirisme organisateur et nationalisme intégral*

par Maurice Torrelli

* Voir les numéros précédents de mars et mai pour les deux premières parties de cette étude.

Le mot « nation » n'a pas été créé, comme on le croit parfois, par les révolutionnaires de 1792 puisque on trouve déjà l'expression « à la gloire de la nation » dans le discours de réception de Bossuet à l'Académie.)

Le mot « nationalisme » est beaucoup plus récent. C'est l'abbé Barruel qui semble l'avoir employé pour la première fois, en 1798, pour stigmatiser la doctrine jacobine. Dans cette conception, la société est le fruit d'un contrat passé entre des hommes libres et égaux, modifiable à tout moment. La nation, la nation-contrat, est une agglomération volontaire et transitoire d'individus en ayant disposé ainsi par « autodétermination » : chaque individu adhérant au pacte en vertu de l'idée qu'il s'en fait, la nation est une abstraction. La patrie également n'est pas un bien, une propriété, c'est une conquête qu'il faut garantir : elle devient une éthique qui pourra être partagée par les hommes de différents pays (« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous... » ; Lamartine se reconnaît « concitoyen de toute âme qui pense, la vérité c'est mon pays »). Cet effort de regroupement permettra aux hommes de constituer une nation nouvelle : telle est l'origine du « principe des nationalités » qui déterminera l'histoire de la politique étrangère du XIX^e siècle et qui triomphera au XX^e avec le traité de Versailles, les guerres de libération des minorités allemandes par le national socialisme, le mouvement de décolonisation. L'idéologie jacobine ressuscite enfin l'antique théorie romaine de l'État souverain, pour maintenir la nation une et indivisible.

Si le mot « nationalisme » allait changer de sens, l'idéologie qu'il recouvrait n'en demeure pas moins. On s'entend aujourd'hui pour désigner cette dernière par le mot, un peu barbare, de « nationalitarisme »¹.

C'est Barrès qui donne son sens nouveau à « nationalisme » dans un article du Figaro du 4 juillet 1892, intitulé : « La querelle des nationalistes et des cosmopo-

1. Voir J. Plonsard d'Assace, « Les nationalistes ». La librairie française, Paris.

lites » En ce sens, la société est un phénomène naturel. Il faut donc rechercher des lois qui la régissent : c'est sur cette conception que s'appuie la nation-histoire, la nation-héritage.

« Patriotisme convenait à Déroulède, parce qu'il s'agissait de reprendre la terre, nationalisme convenait à Barrès, et à moi, parce qu'il s'agissait de défendre les hommes, leur œuvre, leur art, leur pensée, leur bien... Il faut se reporter à cette époque de 1885 — 1895 — 1900 non pour EXCUSER, mais pour juger et comprendre le mouvement de défense indispensable. Il ne s'agissait pas seulement de répondre à l'internationalisme, mais aux ANTINATIONALISMES : dans une Europe où tous les peuples maximaient, systématisaient, canonisaient leur droit à la vie et la prétention de chacun à tout dominer, une France sans nationalisme eût été et serait gravement menacée ou compromise, parce que démantelée. » ².

Ainsi, le nationalisme s'affirme avant tout comme un mouvement de défense : défense contre l'étranger, mais aussi défense contre la désagrégation du pays. Mais le nationalisme de Barrès reste sentimental, romantique et républicain ; comme Péguy, il considère que la révolution fait partie de l'héritage national et, sur le plan des institutions, ses goûts vont à un régime plébiscitaire qui saurait concilier le nationalisme et la démocratie.

Le nationalisme de Maurras est contre-révolutionnaire. Si la France est menacée de dislocation, c'est, l'empirisme l'enseigne, la faute de la république. Prétendre donc être nationaliste et vouloir rester républicain est, aux yeux de Maurras, une contradiction insoutenable. En l'absence de la monarchie, gardienne naturelle de la France, le nationalisme doit assurer la sauvegarde de l'héritage. Mais il n'est qu'une phase transitoire, il n'est qu'une régence, puisque son aboutissement doit être la restauration de l'ordre politique conforme aux intérêts de la France : la monarchie.

2. C. Maurras, *Action française*, 21 octobre 1926.

« Quand nous avons écrit... que la monarchie était le « nationalisme intégral », nous avons pris soin de l'expliquer aussitôt en disant que la monarchie correspondait, trait pour trait, à tous les vœux, à tous les besoins, à toutes les tendances, à tous les intérêts moraux, politiques, économiques manifestés par le mouvement nationaliste »¹. Le nationalisme est une régence.

Nous savons que pour Maurras le dénominateur commun auquel se ramène tout élément de la vie politique, est l'intérêt national. « L'esprit du système peut bien le nier, mais la réalité en témoigne avec une éclatante évidence : les classes peuvent être hostiles en apparence, elles sont solidaires au fond »². Un nationaliste subordonne donc les intérêts particuliers à l'intérêt national, non pour les sacrifier mais pour les ordonner. Mais si l'intérêt national est ainsi pris pour but politique, c'est parce qu'il admet que le plus grand intérêt temporel des hommes est le salut de leur nation qui détermine les conditions profondes de leur vie. Si l'homme est un héritier, le nationalisme est avant tout la défense d'un héritage. Mais on a souvent dénoncé ce nationalisme (D. Rops, par exemple, dans « Un combat pour Dieu ») comme intransigeant et exagéré. Or ce nationalisme, gardien de l'héritage, dans la pensée de Maurras, ne peut être érigé en absolu, il est tout au contraire tourné vers l'universel.

— Le nationalisme : défense d'un héritage

Les nationalistes ne sont nationalistes que parce qu'ils reconnaissent le fait de la naissance. L'homme est un héritier : qu'il le veuille ou non, il appartient à une famille, à une patrie.

La patrie, écrit Maurras, « on est tenté de la définir : une association d'intérêts ; mais si le mot d'intérêts porte un sens précieux, celui d'association en détruit l'effet, car « s'associer » est un acte de volonté personnelle, et

1. Action française, 21 octobre 1926.

2. Action française, 4 mars 1909.

ce n'est pas par la volonté que nous sommes Français. Nous n'avons pas voulu notre nationalité, nous ne l'avons ni délibérée, ni même acceptée. Quelques transfuges la quittent bien : ceux qui restent ne choisissent pas de rester. C'est un état dont ils s'accommodent et dont dix mille fois contre une, ils ne songent même pas de cesser de s'accommoder. Une association dure par l'acte continue de la volonté individuelle, mais la patrie dure au contraire par une activité générale, supérieure en valeur, comme en date, à la volonté des personnes. La patrie est une société naturelle, ou ce qui revient au même, historique. Son caractère décisif est la naissance. On ne choisit pas plus sa patrie — la terre de ses pères — que l'on ne choisit son père et sa mère. On naît Français par le hasard de la naissance, comme on peut naître Montmorency ou Bourbon. C'est avant tout un phénomène d'hérédité »³. Et Maurras poursuit : « Une patrie est un

syndicat de familles, composé par l'histoire et la géographie ; son organisation exclut le principe de la liberté des individus, de leur égalité, mais elle implique en revanche une fraternité réelle, profonde, organique, reconnue par les lois, vérifiée par les mœurs et dont la circonscription des frontières n'est rien que le signe naturel »¹.

L'homme est façonné par le paysage sur lequel s'ouvrent ses yeux d'enfant. Il baigne dans un milieu dont il reçoit les tares et les qualités. Si un nouveau né, selon Le Play, est un petit barbare, naître français, cela signifie être le dépositaire d'une tradition millénaire que l'on reçoit en usufruit et que l'on a le devoir de continuer. On hérite avant de le transmettre à son tour, de tout le poids d'une hérédité, qui est le produit de l'histoire, c'est-à-dire, de l'action des ancêtres qui, dans les siècles passés, ont agi, créé, formé.

La nation est ainsi constituée par les morts, les vivants et ceux à naître (dans le mot nation, il y a le mot naissance). Ainsi, le « nationalisme s'applique... plutôt

3. Action française, 9 juillet 1912.

1. Action française, 14 avril 1910.

qu'à la Terre des Pères, aux Pères eux-mêmes, à leur sang et à leurs œuvres, à leur héritage moral et spirituel, plus encore que matériel » ². Mais cet héritage peut être menacé par autre chose que par le poids des armes. En un temps de guerre révolutionnaire, les peuples sont avant tout à conquérir par l'intérieur. Le sol peut être inviolé, les hommes peuvent aller et venir à leur labeur, et pourtant tout est modifié si en eux la tradition est morte, s'ils ne savent plus ce qu'ils sont, ni pourquoi ils se battent, s'ils ne détiennent plus la ferveur qui faisait pousser ce cri à Camus : « J'aime mieux ma mère que la justice ». Dans cette situation, le patriotisme n'a pas son emploi immédiat car « Patriotisme s'est toujours dit de la piété envers le sol national, la terre des ancêtres et, par extension naturelle, le territoire historique d'un peuple : cette vertu s'applique en particulier à la défense du territoire contre l'existence du nationalisme, il la nécessite et la provoque à la vie... Le nationalisme est la sauvegarde due à tous ces trésors qui peuvent être menacés sans qu'une armée étrangère ait passé la frontière, sans que le territoire soit physiquement envahi » ².

Les cités humaines sont soumises à la loi du temps ; il faut des siècles de patience pour que naisse une nation car en politique rien ne se fait sans la durée. Mais elles peuvent aussi disparaître lorsqu'elles ont perdu le sens de la communauté de sentiments liant les individus qui les composent. « Le sentiment national varie évidemment de peuple à peuple ; il y a des formes de gouvernement qui le protègent et le fortifient, d'autres qui le relâchent et le dissolvent » ³. Ainsi a-t-on vu des pays perdre des provinces, on en a même vu disparaître complètement, perdre jusqu'à leur nom (la Pologne, au XVIII^e siècle, par exemple), et pourtant ils ne sont pas morts parce que le sentiment national restait intact. Il a suffi d'un tournant de l'histoire et la nation a retrouvé ses fils et son sol. Le mouvement de l'histoire est fait de la force du senti-

2. Action française, 23 avril 1928.

3. Action française, 26 août 1932.

ment national qui maintient les empires ou les ruines pour en établir d'autres.

Le nationalisme ne peut donc être rien d'autre que l'art de lutter contre la mort de la nation. Il faut pour cela faire en sorte que parmi les membres de la communauté, les causes d'amitié et d'union restent supérieures aux causes d'inimitié et de division, que la puissance des destructeurs ne dépasse pas celle des constructeurs. Il faut un État indépendant de la nation, quoique fondé en elle, qui la préserve et la sauve, parfois malgré elle.

« La bonne vie des États ne peut consister dans la mise en tas de ressources hétéroclites et d'individus désencadrés. Le bon sens dit qu'il faut un rapprochement organique et un engrainement hiérarchisé de proche en proche, par des groupes d'abord homogènes, puis différents peu à peu les uns des autres et se distinguant par degré ; ils s'accordent entre eux sur des points bien déterminés mais pas importants, chaque petite société étant, au contraire, tenue pour originale, libre et maîtresse, disposant de l'essentiel de ses fonctions individuelles au maximum et à l'optimum de la force, se définissant par des actes, des modalités, des œuvres marquées du seing personnel. Ces actes, ces œuvres, ces produits sont obtenus purs, nets, d'une qualité qui n'appartient qu'à eux, au rebours des fabrications en série et en cohue qui naissent de Cosmopolis. Ces collectivités graduées forment une nation, dont les traits les plus différents se répondent et se composent dans une unité qui n'est point monotone, avec ses arts et ses caractères bien vivants que le mécanisme de l'étatisme dessèche ou mutile » ¹. Dans pareille société, le nationalisme n'a alors plus son emploi et Maurras peut logiquement écrire : « Le peuple français est le moins nationaliste de tous les peuples, parce qu'il est, de tous, le plus anciennement achevé, le plus spontanément réuni en corps de nation » ².

1. C. Maurras, « Votre bel aujourd'hui », cité, p. 290, 291.

2. Action française, 12 octobre 1926.

Ce nationalisme ne fait donc pas de la nation un absolu ; il tend uniquement à conserver ce que Péguy appelait « le plus beau royaume qui soit sous le ciel ». Il considère d'ailleurs que tout ce qui affaiblit ou diminue la France, atteint chaque Français dans son particulier, mais aussi le genre humain pris en tant que corps. Au national, il superpose l'universel.

— **Le sens de l'universel exclut le totalitarisme de la nation**

« Nous ne faisons pas de la nation un Dieu, un absolu métaphysique... Nous observons que la nation occupe le sommet de la hiérarchie des idées politiques. De ces fortes réalités, c'est la plus forte, voilà tout »³.

Loin de faire de la nation une sorte d'idole, le nationalisme insiste au contraire sur son caractère contingent. Sans la volonté patiente et tenace de la dynastie capétienne, il n'y aurait pas eu de nation car aucun impératif de la géographie ou de la « race » (pour reprendre les critères qui, selon Barrès, déterminent la naissance d'une nation : voir « Scènes et Doctrines du Nationalisme ») n'en imposait la constitution. Maurras, loin de donner à l'intérêt national ou de donner une telle valeur aux différents principes qu'une bonne politique compose et concilie : « la décentralisation n'est pas Dieu », dit-il d'un de ses principes qui lui est le plus cher. Ainsi, le sens du relatif est essentiel à la pensée de Maurras et son nationalisme ne s'y soustrait pas. La nation n'est pour lui que « le plus vaste des cercles communautaires qui soient (au temporel) solides et complets »⁴. Si elle n'échappe pas au relatif, encore est-elle nécessaire car, ainsi que l'écrivait Péguy, tout éternel humain est tenu, est requis de prendre une naissance, une inscription charnelle.

Maurras condamne donc les idéologies totalitaires qui divinisent l'État et la nation érigées en fins dernières, absorbant tous les droits publics et privés, qui regardent

3. Action française mensuelle, 1901.

4. C'est-à-dire, hitlérien.

l'État et la nation comme un système clos se suffisant à lui-même et réclamant un véritable culte exempt de toute loi. Il dénonce constamment les grandes dictatures du XXe siècle, le fascisme, le despotisme luthérien⁴ ou stalinien qui ne sont que l'exacerbation du césarisme bonapartiste et jacobin de la statolâtrie.

De même, Maurras dénonce-t-il l'impérialisme, car d'une part, une nation a le droit de mener une vie propre et, d'autre part. « De ce qu'un peuple impose doctrine ou méthode à un autre peuple, il ne s'en suit pas du tout qu'il le rapproche d'une culture plus générale, plus voisine de l'universel. Cela peut arriver. Cela n'arrive pas toujours »¹. Certes, « Pas plus que les hommes, les patries ne sont égales ni les nations »². Au sens où nationalisme s'oppose à cosmopolitisme, Maurras fait constamment sentir la hiérarchie des valeurs de civilisation. Le génie national est infiniment précieux parce qu'il correspond aux façons qui sont les plus naturelles et les plus faciles pour s'élever à un type supérieur d'humanité. Être attaché à son langage, à ses coutumes, aux styles artistiques de chez soi, n'est-ce pas la meilleure façon de connaître, la meilleure chance de développer ses aptitudes et de les appliquer à l'acquisition de dons universels. Sophocle l'Athénien et Sophocle l'universel ne sont pas deux figures contraires qui s'excluent mais bien le même personnage. Pour Maurras, au bel instant où elle n'a été qu'elle même, l'Attique fut le genre humain. Rappelons que le félibrige de Maurras est la racine même de son nationalisme. Celui qui comprend l'attachement de Maurras à la langue et aux autres particularités de sa Provence, la place que Mistral tient parmi ses maîtres, peut saisir le rang éminent mais ordonné qu'il donne à la culture française dans la civilisation universelle. Loin que le nationalisme intellectuel se pose comme un absolu, il se juge lui-même par rapport à l'humanisme : la civilisation française ne vaut que dans la mesure où elle exprime à son tour, dans le monde moder-

1. Action française, 23 avril 1928.

ne, la civilisation dont les modèles précédents sont donnés par la tradition gréco-latine. Ainsi Maurras pouvait-il dire : « Je suis de Martigues et de Provence. Je suis de France. Je suis romain, je suis humain. »

Maurras regrette d'ailleurs la fâcheuse dégradation de l'unité médiévale. Il y avait jadis une république chrétienne étendue à l'Europe occidentale qui formait une sorte d'unité temporelle. Cette unité a été brisée par Luther. C'est depuis cette rupture que la nation est devenu le dernier cercle social sur lequel l'homme puisse s'appuyer. Mais le monde moderne ne retarde pas seulement sur l'empire romain, mais aussi sur le moyen âge, puisqu'il est moins unifié ². « Enfin, loin de se fusionner et de se fédérer, les grandes nations modernes vivent dans un état croissant d'antagonisme qui suffirait à montrer que l'avenir européen et planétaire appartient à l'idée de la défense des nations, nullement à la concorde cosmopolite. Pour faire place à cet avenir, la France contemporaine n'aura point trop de toutes ses forces, de leur organisation la plus pratique et la plus vigoureuse » ³ : la monarchie.

La monarchie, assurant naturellement la défense de la nation, rendra donc inutile l'état d'esprit nationaliste. Voilà pourquoi la monarchie, c'est le nationalisme intégral. Nous verrons dans un prochain et dernier article comment s'articule cette relation dans la pensée maurrassienne.



2. Cf. Amérique latine, 1er février 1928.

3. C. Mauras, « l'Étang de Berre », cité, p. 187.

« La question nationale est une
question économique ».

Edouard Montpetit

Les Québécois et leur économie

par Rodrigue Tremblay

Au début de ce siècle, Errol Bouchette publiait un ouvrage qui reprenait les grandes lignes de la pensée d'Étienne Parent cinquante ans auparavant et dans lequel il articulait les raisons de l'infériorité économique des Canadiens-Français et les moyens de renverser la situation. Cet ouvrage, « *L'indépendance économique du Canada français* », créa un mouvement dans l'opinion francophone en argumentant que la subjugation économique des francophones était attribuable à la négligence des élites francophones et à leur ignorance des sciences économiques.

Confondant la cause avec le résultat, on proposa aux francophones provincialisés, pour secouer l'infériorité et atteindre la maîtrise économique, de troquer leur « mission » à saveur religieuse et agricole pour entreprendre une nouvelle « mission » industrielle au cri de « Emparons-nous de l'industrie ». La publication en 1963 du livre de Victor Barbeau, « *Mesure de notre Taille* » démontra cependant qu'en matières économiques, il ne suffit pas de vouloir pour pouvoir, et que la reconquête et la prise de contrôle d'une économie ne découlent point de vœux pieux.

Il faut plutôt un engagement ferme d'une population en faveur d'un objectif et d'une stratégie et des décisions concrètes d'un gouvernement pour mettre en marche un processus de correction dont l'action doit nécessairement s'étaler sur de nombreuses années, si on exclut le recours aux bouleversements brusques, avant que les efforts ne portent fruits.

Les velléités industrielles de la génération d'Errol Bouchette, de même que les constatations pessimistes de Victor Barbeau, il y a quarante ans, alors que les francophones étaient pratiquement absents du monde industriel œuvrant sur leur propre territoire, témoignent de la nécessité d'une proportion entre les objectifs visés et les moyens mis en œuvre pour les atteindre.

Aujourd'hui, au début de ce dernier quart du ving-

tième siècle, les Québécois francophones ne contrôlent guère plus leur appareil économique, de plus en plus le prolongement et l'appendice du capitalisme anglo-canadien et international, alors que leurs entreprises n'emploient guère plus de 22 pourcent des travailleurs industriels, alors que les entreprises anglo-canadiennes au Québec ont une importance plus que deux fois plus importante avec 47 pourcent des emplois et une contribution de 31 pourcent de la part des entreprises étrangères¹.

Néanmoins, le pronostic d'Errol Bouchette à l'effet que l'agriculture était en quelque sorte un cul-de-sac économique, a été confirmé par les événements, puisqu'au début du siècle, la majorité des emplois étaient reliés au secteur primaire alors qu'on n'en retrouve guère plus aujourd'hui de 6 pourcent.

Par contre, le secteur tertiaire où les francophones sont plus fortement représentés absorbe aujourd'hui 62 pourcent des emplois, tandis que le secteur secondaire fournit 32 pourcent des emplois. Du secteur primaire, les Québécois francophones sont passés au secteur tertiaire, sans transformer profondément leur représentation dans le secteur de la fabrication.

Il ne s'en suit pas, loin de là, que les francophones contrôlent autant le secteur tertiaire que le secteur primaire, car si les établissements francophones employaient récemment environ 70 pourcent des travailleurs dans les industries des services, cette proportion tombe à 25 pourcent dans le secteur financier en passant par des pourcentages de 34 à 57 pourcent pour les commerces de gros et de détail².

1. Voir à ce sujet l'enquête récente entreprise par le Conseil d'Expansion Économique, « La Prospérité » juin 1974. Voir aussi, A. Raynauld, « La propriété des entreprises au Québec », Étude de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Ottawa, 1969.
2. Voir, Livre III, Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Ottawa, 1969.

Comment reposer le problème ?

Les forces économiques modernes rendent difficile, sinon impossible, l'émergence dans plusieurs industries-clé de nouvelles entreprises locales capables de concurrencer les entreprises existantes, qu'elles soient nationales ou multinationales. Ce n'est pas principalement parce que les grandes entreprises modernes sont abondamment pourvues en capitaux qu'elles maîtrisent si bien leurs marchés, mais leur position enviable est attribuable à la capacité qu'elles ont de se spécialiser dans l'innovation technologique et la création de nouveaux produits.

Les grandes entreprises sont constamment à la recherche de marchés où elles peuvent valoriser leurs procédés exclusifs de production et la nouveauté de leurs produits. Les marchés nationaux protégés derrière des murs tarifaires et autres obstacles aux échanges sont une invitation directe à ces entreprises à établir des filiales qui exploitent à profit les avantages comparatifs exclusifs qu'elles sont, pendant un temps, les seules à détenir.

Les entreprises locales qui veulent s'imposer, doivent elles-mêmes viser un grand marché, en exportant au besoin lorsque le marché national est trop étroit, afin de franchir la dimension-seuil qui permet la spécialisation et l'originalité technologique.

Les grandes entreprises industrielles au Québec sont de trois types. Le premier groupe est celui des entreprises qui sont localisées au Québec à cause de la disponibilité de *matières premières* et de *sources énergétiques* à bon marché et qui exportent vers le reste du Canada, les États-Unis et le marché international la majeure partie de leur production (ex. : Iron Ore, CIP, Johns Mansville etc . . .) Ce sont surtout des entreprises à propriété étrangère dont l'administration est confiée à des Anglo-Canadiens et à un degré moindre, à des Québécois francophones. C'est le secteur où l'intégration à la société québécoise devrait être la plus forte, ou encore la plus

facile à réaliser, car l'entreprise ne peut opérer sans cet accès aux richesses du pays.

La deuxième catégorie d'entreprises québécoises est celle qui regroupe les firmes qui desservent le marché local ou national, en s'appuyant souvent sur une main-d'œuvre à bon marché et la protection artificielle accordée par les tarifs douaniers et les contingentements. Il n'y a qu'un secteur où les établissements francophones soient majoritaires, et c'est celui du bois, tandis que cette représentation atteint 40 pourcent dans l'impression, l'ameublement, le cuir et l'alimentation. En général, cependant, ce type d'entreprises est à propriété anglo-canadienne et se concentre dans le vêtement, le textile, le papier, les boissons et les produits non métalliques (ex. : Distilleries Seagrams, Dominion Textile, Dominion Glass etc...).

Ce groupe se double d'un réseau de distribution dont les sièges sociaux sont en Ontario (ex. : Eaton, Simpsons, Canadian Tire etc...). Ces entreprises sont interrégionales et tirent profit du marché commun canadien. À l'exclusion peut-être des entreprises de distribution, cette catégorie d'entreprises est sans doute la plus réfractaire à toute intégration réelle à la société québécoise car, en plus d'être anglo-canadienne de contrôle et d'administration, elles sont orientées en priorité vers des marchés qui sont en grande partie extérieurs au Québec.

Le troisième groupe d'entreprises québécoises regroupent des entreprises à propriété étrangère, avec statut de filiales, qui opèrent au Québec principalement pour desservir le marché local et, dans certains cas, le marché de la partie est du continent. Ces entreprises s'imposent par leur technologie, leur achalandage et leurs techniques de mise en marché (ex. : General Motors of Canada, RCA, Shell, GE, CIL, etc...). Quoique moins associées au milieu québécois que les entreprises du premier groupe, les entreprises de ce dernier groupe pourrait s'intégrer assez facilement à la société québé-

coise, même si leurs opérations au Québec sont souvent fusionnées à celles qu'elles poursuivent dans les autres régions canadiennes.

Duplication ou intégration ?

Les efforts entrepris au Québec depuis une quinzaine d'années au niveau de la formation académique dans les disciplines « économiques » du génie, de l'administration et des sciences économiques ont permis un rattrapage et une meilleure adaptation de la population aux besoins économiques modernes. Comme l'expérience passée illustre amplement qu'il ne suffit pas de « vouloir pour pouvoir », les retards qu'accusent les Québécois francophones dans leur participation au fonctionnement de leur économie sont tels qu'il ne suffit pas de « savoir pour pouvoir ».

Il ne suffit surtout pas de mettre sur pied de petites entreprises autochtones dont l'activité demeure marginale et déphasée par rapport au grand réseau économique moderne. La formation d'un nombre grandissant d'économistes, d'ingénieurs, d'administrateurs et de tous les spécialistes dont a besoin une économie moderne n'est que la condition nécessaire pour que les Québécois francophones prennent la place qui leur revient dans le fonctionnement de leur économie.

Un plafonnement apparaîtra rapidement s'il n'est déjà atteint, cependant, si le secteur de la production au Québec peut continuer de fonctionner en marge du milieu francophone. Plutôt que de privilégier les efforts de duplication des entreprises existantes, procédé coûteux et dont l'expérience passée illustre toute la difficulté, les Québécois francophones doivent assurer leur participation à l'activité économique en poursuivant les efforts en vue de former un plus grand nombre de spécialistes rompus aux rouages de l'économie et de l'entreprise, mais en assortissant ces efforts de mesures concrètes pour que les entreprises œuvrant au Québec s'intègrent à leur milieu et cessent d'être des « enclaves » qui s'a-

breuvent de ressources et de travail à bon marché. On pourrait dire ici qu'il faut « agir pour pouvoir ».

Une approche circonstanciée

La première mesure d'intégration du monde industriel à la société québécoise se situe au plan économique et consiste à encourager une plus grande transformation sur place des matières premières. Quand on constate que quelque 70 pourcent des minerais et concentrés au Québec sont exportés tels quels et que l'on s'apprête à exporter de plus grandes quantités d'énergie électrique à l'état brut, il est évident que ce secteur stratégique de l'activité économique doit être revu de fond en comble.

En fait, la convergence et la nature des problèmes économiques auxquels le Québec fait face présentement ne sont peut-être jamais mieux prêtées à une révision en profondeur que seule une commission générale d'enquête sur les perspectives économiques du Québec pourrait systématiquement entreprendre. En effet, une plus grande transformation des ressources doit reposer sur une interaction des politiques industrielles et commerciales dont la cohérence doit être clairement établie.

Une structure industrielle davantage ancrée dans les avantages comparatifs du Québec serait non seulement moins vulnérable mais serait davantage susceptible de coller au milieu en s'associant, à tous les niveaux, la population québécoise. Qu'une entreprise produise pour le marché québécois, ou pour le marché interprovincial et international, il ne devrait y avoir aucune justification, du moment que sa position concurrentielle repose sur l'accès aux matières premières et aux sources énergétiques du Québec, pour qu'une telle entreprise demeure une « enclave » économique coupée, dans ses décisions et son fonctionnement de la population et du reste du milieu.

La caractéristique d'une « enclave » économique est d'exporter en aval les effets d'entraînement découlant de ses opérations au détriment de l'activité économique en-

vironnante. Dans ces secteurs de base, la participation québécoise à tous les niveaux de fonctionnement de l'entreprise pourrait être largement majoritaire, tout en s'accompagnant de retombées économiques positives au lieu de résulter en des effets défavorables sur les décisions de localisation des nouveaux investissements.

Il est à craindre par contre, qu'une politique uniforme et non différenciée d'intégration du monde économique au milieu ne doive, par la force des choses, s'appuyer sur le plus petit dénominateur commun, de crainte qu'une mesure généralisée qui soit autre que symbolique, ne crée plus de problèmes qu'elle n'en solutionne.

L'importance de sérialiser les problèmes et de différencier les solutions devraient être carrément admise de manière à orienter correctement les analyses économiques et légales et à déboucher sur une action concrète et efficace. Il ne fait pas de doute qu'aujourd'hui, c'est le secteur relié aux ressources naturelles et aux sources énergétiques qui peut plus facilement se prêter aux efforts d'intégration au milieu économique du Québec.

À ce titre, l'exemple du modèle flamand en Belgique devrait retenir l'attention car, pour avoir su attirer et intégrer des entreprises modernes sur son territoire dans le cadre du marché commun européen, la Flandre a vaincu un sous-développement séculaire et a pu aussi raffermir le pouvoir économique et politique de ses habitants.

Par conséquent, on peut *pour deux raisons* importantes, mettre en doute l'efficacité d'une politique fondée sur une distinction légale des entreprises en fonction de la propriété (québécoise, canadienne, étrangère) par rapport à une distinction fonctionnelle de ces entreprises selon leurs attaches économiques au territoire.

En premier lieu, pour les Québécois francophones, il n'est nullement établi qu'une entreprise anglo-canadienne œuvrant au Québec soit davantage intégrée au milieu que l'entreprise sous contrôle américain, anglais, japonais ou suédois. Plusieurs indications suggèrent

même le contraire. C'est une brèche de taille que ne pourra toucher une politique de réglementation des investissements étrangers au Québec.

En deuxième lieu, puisque plusieurs entreprises étrangères établissent des filiales au Canada pour contourner les obstacles tarifaires et desservir l'ensemble du marché commun canadien, il est à craindre et même prévisible qu'une réglementation québécoise uniforme ne renforce les avantages que l'Ontario détient déjà au chapitre des coûts de transport. La polarisation de l'activité économique en Ontario, située au centre de cette économie canadienne en lisière, s'accentuera et le déplacement des secteurs de services économiques et financiers et des sièges sociaux vers cette région ne pourra que s'accélérer.

Conclusion

En conclusion, la propriété et le contrôle des entreprises ne sont peut être pas aussi importants que leur degré d'intégration au milieu où elles opèrent, et à la qualité de ce milieu.

La propriété et le contrôle peuvent favoriser cette intégration tout en améliorant ou en détériorant cette qualité, mais, c'est là un cheminement long et coûteux, alors que d'autres mesures plus circonstanciées peuvent plus facilement être adaptées à l'ampleur des objectifs poursuivis, tout en produisant des résultats plus rapidement.

En définitive, la vraie mesure de notre taille au Québec ne doit peut-être pas se mesurer en termes de pourcentage de propriété, mais plutôt par le degré d'intégration de la population aux institutions économiques et par la qualité de l'activité économique qui y est poursuivie. Pour progresser dans ces directions, il ne suffit pas de modifier la structure de la propriété des entreprises mais il faut surtout changer et améliorer l'environnement économique lui-même.

Succès ou faillite des CEGEP *

par Maurice Lebel

* Article extrait du volume *Le Rapport Parent, dix ans après*, lequel contient les textes du colloque organisé, en 1974, par l'Académie des Lettres et des Sciences humaines de la Société royale du Canada. Ce volume vient de paraître aux Éditions Bellarmin.

INTRODUCTION

Succès ou faillite des CEGEP. Le titre exact de ce pensum qu'on m'a aimablement imposé et que j'ai eu la périlleuse témérité d'écrire est dû à la plume d'un jésuite, le Père Richard Arès, organisateur du colloque sur « le Rapport Parent, dix ans après. » L'intitulé de mon propos est à la fois nanti de la conjonction « ou » et dépourvu du point d'interrogation. Il se lit un peu comme les grandeurs ou les servitudes du service militaire. Non content de me proposer le sujet, le Père Arès a poussé la gentillesse jusqu'à m'en suggérer le plan en trois parties, comme un sermon en trois points d'avant « la révolution tranquille », laquelle n'a de tranquille que l'épithète qui la coiffe, comme l'instruction gratuite n'a de gratuit que l'expression. « Ce que le Rapport Parent a recommandé à l'époque ; ce qui s'est fait, avec appréciation ; ce qui resterait à faire. » *In cauda venenum*. Ce plan gradué, logique et méthodique, me sied à merveille. Mais, au rebours de Racine qui disait : « Mon plan est fait, ma tragédie est finie, » il me reste tout à faire, c'est-à-dire à remplir les cadres et à étoffer les trois charnières en ce qui concerne les CEGEP. Pour arriver à cette fin, mon intention est de prendre le chemin des écoliers, si cher à Socrate, patron des étudiants et des professeurs de sciences humaines, soit de commencer par réfléchir un instant au thème qui nous rassemble et par clarifier quelques notions de base indispensables à la compréhension du débat en cours. Après quoi, j'entrerai dans le vif du sujet et essaierai de développer les trois parties proposées. Quelques réflexions sur le succès ou la faillite des CEGEP serviront de conclusion.

Le Rapport Parent, dix ans après. Le Rapport Parent a-t-il vraiment dix ans d'âge ? Le dernier tome a paru en 1966 et le premier CEGEP a ouvert ses portes en 1967. Il s'agit donc, pour ainsi dire, d'un arbrisseau, à peine sorti de terre. Mais ne voilà-t-il pas qu'on lui demande depuis quelque temps à cor et à cri de produire des fruits mûrs et qu'on est même prêt, en certains milieux du moins, à en secouer vigoureusement les branches comme s'il s'agissait d'un olivier séculaire ? Il y a quelque vingt ans, certains esprits criaient haro sur les

collèges classiques ; aujourd'hui certains esprits crient haro sur les CEGEP. Décidément, nous sommes restés Français ; il n'y a plus à en douter. Quiconque a tant soit peu étudié et enseigné, observé et voyagé sait fort bien que l'enseignement a toujours été et sera même toujours — c'est une loi de la condition humaine — un demi-succès et une demi-faillite. L'important est d'y cultiver à tout prix la qualité et l'excellence, puis d'en limiter le coût et les dégâts autant que possible. Quoiqu'il en soit, le secteur public compte aujourd'hui 37 CEGEP, le secteur privé compte 23 collèges habilités à dispenser un enseignement de niveau collégial. Les CEGEP anglophones ou bilingues sont âgés tout au plus de trois ou de quatre ans. Peut-on demander la maturité et la tradition à des institutions aussi jeunes ? Ne serait-il pas plus sage de donner du temps au temps ? Ainsi les mémoires de la Société royale du Canada présentés en 1974 ne marquent-ils pas un progrès sur ceux de 1882 ? Il n'est pas vain d'affirmer qu'ils sont au moins plus étoffés, plus nombreux et plus pertinents que ceux de 1882.

Mais je n'ai garde d'oublier que nous sommes en Amérique, où il est sans cesse question de dynamisme et de rendement, aussi bien au hockey qu'à la messe dominicale, aussi bien à la banque qu'au volant de sa voiture. Et un rendement immédiat, à brève échéance, à court terme, au garage comme à l'hôpital. Sans doute dans le monde du travail manuel, de l'administration et de la politique, des affaires, de l'industrie et du commerce, est-il assez légitime ou naturel de penser ainsi et de viser à des résultats patents en un temps record. Et nous sommes pétris d'économie et soumis au politique. Mais dans le monde de l'esprit, de la formation et de l'éducation, du travail intellectuel, on constate que la gestation, l'accouchement, la production, les résultats sont plus lents à venir et moins spectaculaires, disons, que dans la construction immobilière, routière, commerciale et industrielle ; les bâtiments, les barrages et les ponts ont beau sortir de terre et se dresser dans le ciel en quelques années, en revanche l'éveil et la formation d'esprits, le montage, l'entretien et le perfectionnement de bibliothèques et de laboratoires, la composition et l'ajustement de programmes d'études, la préparation et la rédaction

d'ouvrages de qualité, la fondation et le maintien de revues de qualité, tout cela ne se fait pas et ne peut se faire de façon rapide et spectaculaire. Il faut à une université au moins 25 ans de travail ardu et tenace pour bâtir en hommes un département de qualité.

Or le CEGEP, à l'instar du lycée français créé par Napoléon en 1808, est une création de l'esprit, et non de l'histoire ou de la tradition ; il n'est pas sorti du passé du Québec ; il a été conçu par un groupe de commissaires mandatés en fonction du présent et surtout en vue de l'avenir du Québec. Le Rapport Parent, avec ses qualités et ses défauts, reste un magistral essai de prospective. Napoléon a tellement pensé à son enfant chéri, le lycée, qu'il a oublié l'université ; les membres de la Commission Parent ont tellement pensé à leur enfant chéri, le CEGEP, qu'ils ont quelque peu oublié l'université. À vouloir juger trop tôt l'œuvre de cette institution d'enseignement pré-universitaire et d'enseignement spécialisé des techniques, à vouloir se prononcer *ex cathedra* sur son activité fort complexe, on risque fort de voir l'urgence d'un bilan se transformer sous peu en un bilan de l'urgence, qu'on ne manquera pas d'écrire en 1984. Pourquoi en effet cette hâte, voire cette impatience à vouloir se permettre des jugements de valeur sur les CEGEP ? On vient à peine de les mettre en place qu'on leur demande déjà des comptes. Quant aux pères des CEGEP — tout vient des pères, quoiqu'en pensent certains jeunes d'aujourd'hui qui se croient sortis d'une feuille de chou ou de la cuisse de Jupiter, ils ont sans doute raison d'être quelque peu inquiets de leur jeune enfant de sept ans. Leur inquiétude, cependant, me touche et me rassure à la fois, comme ce sentiment de responsabilité les honore. Ce sont de bons parents qui ont du cœur au ventre et ne se contentent pas de mettre au monde ; ils suivent de près l'évolution rapide de leur progéniture ; non contents de veiller au grain, ils observent les mouvements d'implantation des CEGEP et ne manquent jamais l'occasion de faire le point là-dessus dans les journaux et les revues.

Étant donné que l'homme ne perd pas la foi mais change plutôt de foi —, il est un être essentiellement religieux : il

ne peut vivre sans foi —, nous croyons à l'efficacité immédiate et au rendement à brève échéance. Nous mettons aussi notre foi et nos certitudes dans l'instruction comme source de progrès et de développement, de richesse individuelle et collective. Pétris que nous sommes d'économique, nous sommes portés à vouloir ramener presque tout à des chiffres, à vouloir tout quantifier, « comptabiliser », pour me servir d'un néologisme à la mode. Nous cherchons à apprécier ou à mesurer le travail et les diplômes en termes de chiffres; les cours d'études ne portent pas seulement des numéros comme les maisons de villes, ils sont aussi souvent interchangeables que de produits de consommation. Ce qui compte le plus aujourd'hui, semble-t-il, ce n'est ni le contenu de l'enseignement, ni la cohérence des matières et leur équilibre dans un ensemble donné, ni la vue d'ensemble et la synthèse; ce ne sont pas non plus les méthodes de travail, l'effort d'analyse et de synthèse, la formation de l'esprit, non, ce qui compte le plus à l'heure actuelle, c'est le total des notes obtenues en cours de route et en fin de cours, c'est la promotion par matière, c'est l'addition d'unités de valeur, c'est le quantitatif, c'est le régime du compte-gouttes. Le certificat d'études secondaires le diplôme d'études collégiales, le baccalauréat spécialisé, la maîtrise et le doctorat, tous ces diplômes valent chacun un certain nombre de crédits. Notre conception même de la culture de l'esprit est polluée par le poids du nombre.

La culture de l'esprit, considérée au plan des élèves des cours secondaire et collégial, poursuivie qu'elle est pendant sept ou huit ans par des jeunes de 12 à 19 ans, est regardée, à tort, chez nous comme « un ensemble de notions que tout homme doit savoir. » Cela est impossible et même dépassé depuis environ cent ans; c'est une idée fausse, un vieux mythe cher au Rapport Parent qu'on se plaît à répéter à l'envi et qui traîne encore partout dans les journaux et les revues, les conversations et les débats; il ne faut pas confondre la culture générale des qualités de l'esprit, de 12 à 19 ans, avec le savoir et une juxtaposition de savoirs, avec l'érudition, avec l'encyclopédisme universel; il ne faut pas confondre aussi le savoir-faire avec le savoir, la matière d'un cours avec le but d'un cours, des éléments de travail avec la méthode de travail; il

ne faut pas confondre non plus la culture des qualités de l'esprit au niveau secondaire et collégial, de 12 à 19 ans, avec la culture des connaissances spécifiques et du savoir spécialisé, au niveau universitaire, postuniversitaire et permanent la vie durant. La culture, au plan du cours secondaire et du cours d'enseignement général au CEGEP, devrait être la culture générale des aptitudes, des capacités, des qualités intellectuelles des jeunes qui apprennent alors peu à peu à apprendre, c'est-à-dire à voir, à observer, à faire attention, à lire, à penser, à réfléchir, à dire, à écrire, à composer ; ils deviennent ainsi peu à peu aptes à entreprendre des études hautement spécialisées, lesquelles devraient se poursuivre uniquement à l'université. Or, à l'heure actuelle, c'est surtout pendant les trois années d'enseignement technique ou professionnel des CEGEP que la spécialisation est la plus poussée ; on ne peut évidemment pas parler de culture générale ou de formation générale — c'est la même chose — à propos de ce niveau ou de ce secteur, car les études techniques qu'on y fait aujourd'hui en 1974 sont nettement spécialisées ; elles s'adressent aux jeunes dans la proportion de 50 %, parfois de 60 %, voir de 70 % en quelques CEGEP. Ils font, ces jeunes, ce que certains technocrates appellent, sans trop réfléchir au sens précis des mots, des « humanités techniques » ; l'expression est aussi creuse que celle de « peinture abstraite ». Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de contradiction dans les termes. Mais notre époque, quelque peu déboussolée, n'est pas à une contradiction près. D'ailleurs, même les diplômés d'études collégiales qui entrent à l'université n'ont pratiquement pas de véritable formation générale, parce que les pré-requis dressés par les universités sont trop élevés ou trop lourds, de sorte que les étudiants des CEGEP doivent se spécialiser pour les atteindre aussi bien en lettres que dans les sciences de la santé et les sciences pures et appliquées.

L'élève, qu'il fréquente l'école secondaire pendant cinq ans ou le CEGEP pendant deux ou trois ans, ne se connaît guère lui-même, comme il ne connaît guère son propre milieu, son quartier, sa ville, sa région, sa province, son pays. Il apprend peu à peu à se connaître lui-même, et à connaître le cadre de son activité. Jadis, cinq cents ans avant Jésus-Christ,

les pèlerins pouvaient lire, écrits en lettres d'or au fronton du temple d'Apollon à Delphes, ces mots à la fois simples et profonds, restés célèbres : « Connais-toi toi-même ». Telle était aussi la devise de Socrate. Pour le Grec païen du temps de Périclès et de Platon, cela voulait dire : sache que tu es né de la terre, que tu es fils de la terre et que tu retournes à la terre : essaie de devenir ce que tu es ; on ne naît pas homme : on le devient. Pour le Grec païen, il s'agissait du moi, de l'homme, centre du monde. Pratiquant la religion de l'homme, le culte de l'homme, il a fait ses dieux, son Panthéon, à son image et à sa ressemblance ; il a humanisé ses dieux, il a divinisé l'homme. Aussi n'est-il point surprenant qu'il ait le premier en Occident défini l'humanisme en termes limpides et inoubliables. En effet Sophocle et Isocrate, aux Ve et VI^e siècles respectivement, ont jeté les bases de l'humanisme, fondées sur la connaissance de l'homme et de ses œuvres ; ils s'intéressaient, comme Socrate, beaucoup plus à l'homme lui-même qu'au reste du cosmos.

Mais depuis lors le Christ et saint Paul sont venus sur la terre ; ils ont dit, répété, voire écrit que l'homme est fils de Dieu, révélant ainsi ce qu'il y a de divin dans l'homme et la filiation de la nature humaine à la nature divine. De païen qu'il était, l'humanisme a pris du même coup une nouvelle dimension ; il est devenu chrétien. Pour moi du moins, il n'y a de transcendance que la transcendance divine ; toute autre est pur verbiage, jonglerie ou piperie de mots. Je n'ignore pas cependant que beaucoup d'esprits pensant le contraire, ne reconnaissent aucun humanisme, ni païen ni chrétien, aucun passé, aucun héritage, aucune tradition. Pour eux, l'histoire, c'est l'existence, le contemporain, l'actualité, l'immédiat, l'instantané, le présent, le fait courant et divers ; l'homme se fait et se forge, la création a été manquée ou n'est pas finie ; elle se poursuit sans cesse sous l'action de l'homme. Seul l'avenir importerait. Quiconque est imbu de cette idée soi-disant progressiste ressemble à un arbre sans racines ; on dirait un enfant sans parents.

Or, les milliers d'étudiants de 19 ans qui entrent chaque année dans nos universités font penser depuis quelque temps

à des arbres sans racines, car la plupart d'entre eux ne possèdent aucune connaissance du passé. Les professeurs d'université auraient grandement tort de les blâmer de leur ignorance. Ce n'est pas la faute des étudiants s'ils sont aussi ignorants ; ce n'est pas davantage celle des maîtres des écoles secondaires et de professeurs de CEGEP. Les vrais responsables de ce déracinement, de ce suicide intellectuel, de cette aberration mentale et catastrophique se trouvent à la direction générale de l'enseignement collégial qui, pour habiter un gratte-ciel olympique, ne semble pas voir la nécessité de faire de l'histoire un enseignement de base, un enseignement obligatoire pour tous, et à l'école secondaire et au CEGEP. Faute de savoir d'où ils viennent, faute de connaître leurs origines et l'évolution historique de leur pays, faute d'avoir une vue d'ensemble de l'histoire, de l'Égypte ancienne à nos jours, les nouveaux étudiants d'université sont alors portés à croire dur comme fer que le monde commence avec eux et à tenir le milieu québécois et ses œuvres pour le *nec plus ultra* de la planète. Ce fait est d'autant plus grave, ironique et paradoxal que la devise du Québec est toujours, dit-on, *Je me souviens*.

Ce que le Rapport Parent a recommandé à l'époque

C'est dans le deuxième volume du *Rapport de la commission royale d'enquête sur l'enseignement* que se trouvent les principes, les propositions et les recommandations concernant les CEGEP. Les commissaires ont consacré avec raison plusieurs chapitres à ce sujet d'importance. L'institut, appelé CEGEP depuis la loi 21 de 1967, y est défini comme un établissement appelé à dispenser un enseignement intermédiaire entre l'école secondaire et l'université, soit un enseignement intermédiaire entre l'école secondaire et l'université, soit un enseignement pré-universitaire et professionnel de caractère polyvalent. L'adjectif polyvalent et le nom polyvalence, dont on nous rabat les oreilles depuis plusieurs années, sont des mots assez récents, puisqu'ils datent de la fin du XIX^e siècle ; employés d'abord en chimie et en médecine, ils sont appliqués aujourd'hui par extension à l'enseignement et à l'éducation. Ils sont d'origine hybride, composés qu'ils sont à la fois d'un adjectif grec classique, *poly*, signifiant nombreux, fréquent, et

d'un adjectif latin *valens* ou d'un nom *valentia*, selon le cas, impliquant l'idée de force, de puissance, de capacité, d'influence, de valeur. L'enseignement est polyvalent quand il remplit plusieurs fonctions, comprend plusieurs activités différentes, correspond à des liaisons multiples. Si j'insiste là-dessus au départ, c'est que la polyvalence occupe une position clef dans l'esprit des commissaires ; elle revient comme un leitmotiv sous leur plume. Et ils l'appliquent aussi bien à l'école secondaire qu'au CEGEP, de sorte que l'université devrait s'appeler, en bonne logique, polyversité ou mieux multiversité, ce qu'elle est en fait.

Le CEGEP est défini, d'une part, comme une étape préparatoire, d'une durée de deux ans, nécessaire aux études supérieures pour les étudiants qui se destinent à l'université, d'autre part, comme une phase terminale de formation générale et professionnelle pour tous les autres qui se destinent au marché du travail. Il est donc, pour me servir d'une image empruntée au monde animal, un être à deux têtes, ou bi-fonctionnel, général et professionnel. Comme il est de caractère polyvalent, il se doit d'offrir une grande variété de cours et, partant, un programme d'études souple. Le Rapport propose et recommande trois catégories de cours : des cours communs de base : langue maternelle, langue seconde, philosophie, éducation physique ; des cours de spécialité, des cours complémentaires à la spécialité, chaque catégorie occupant environ un tiers du programme.

Les commissaires insistent sur la durée : « au moins deux ans d'études avant l'entrée à l'université ; » ils laissent ainsi la porte ouverte à une troisième année. D'ailleurs ils suggèrent les cours d'été ou une troisième année de cours « pour compléter la formation ou pour entrer à l'université. » D'autre part, ils demandent aux universités de vouloir bien renoncer à l'enseignement général et professionnel de niveau collégial. Puis ils définissent clairement les deux fonctions majeures du CEGEP. La première consistera à dresser l'inventaire des ressources d'enseignement dans la région et à réaliser la mise en commun de ces ressources ; la seconde consistera à planifier et à organiser de véritables campus pour opérer le regroupe-

ment des étudiants de 12^e et de 13^e années. « Pas moins de 1500 étudiants » sur un campus, avec des maisons d'étudiants, lit-on dans le Rapport, « pas trop grandes pour éviter l'anonymat des foules » (293) ; aucun maximum n'est suggéré, seul un minimum de 1500 est indiqué. Pour ce qui est de la carte des Instituts de la province, on devrait la dresser avec le temps. L'enseignement du soir aux adultes sera une occupation majeure des CEGEP. Il va sans dire que les examens doivent éviter le bachotage. Il y aurait lieu de créer un régime d'accréditation des Instituts d'après des critères précis et reconnus.

Les objectifs du CEGEP sont aussi clairement définis que la nature même de l'institution. Le chapitre VI commence par les phrases suivantes :

« Nous avons insisté sur le caractère polyvalent que devra prendre l'enseignement secondaire. Cette polyvalence des programmes et des établissements devrait se trouver au-delà du cours secondaire, dans l'enseignement en 12^e et 13^e années. D'où le nom d'enseignement pré-universitaire et professionnel qu'au chapitre II nous avons recommandé de donner à cet enseignement qui sera dispensé dans un nouveau type d'institution que nous avons proposé d'appeler « institut ». Comme il s'agit d'une idée nouvelle dans notre milieu, nous devons expliquer les motifs que nous avons eus d'en recommander l'application. » (Parag. 258).

Suivent les objectifs qu'on peut ramener à huit et qui éclairent les nouvelles structures proposées. Ils sont décrits avec soin l'un après l'autre et forment chacun l'objet d'un paragraphe étoffé. Les uns sont généreux et nobles, comme des idéaux de qualité ; les autres sont d'ordre administratif et pratique. « Élever la moyenne de fréquentation scolaire, assurer à tous un meilleur enseignement, diminuer les cas d'abandon des études, assurer une meilleure orientation, hausser le niveau des études professionnelles, mieux préparer à la vie, hausser le niveau des études universitaires, uniformiser l'accès aux études supérieures : » tels sont les termes propres du Rapport Parent à cet égard. Le Rapport résume ensuite l'ensemble au paragraphe 269, capital pour la compréhension de l'esprit et de l'activité des CEGEP. Je ne puis résister au plaisir d'en citer la moitié : on ne saurait mieux dire.

« Tels sont en bref les objectifs que nous assignons à l'enseignement pré-universitaire et professionnel : assurer au plus grand nombre possible d'étudiants qui en ont les aptitudes la possibilité de poursuivre des études plus longues et de meilleure qualité ; cultiver l'intérêt et la motivation chez les étudiants, pour diminuer le nombre des échecs et les abandons prématurés ; favoriser une meilleure orientation des étudiants selon leurs goûts et leurs aptitudes ; hausser le niveau des études pré-universitaires et de l'enseignement professionnel ; uniformiser le passage des études secondaires aux études supérieures et mieux préparer les étudiants à entreprendre ces dernières. On peut donc dire que c'est la préoccupation d'un système d'enseignement plus riche et plus large, plus souple et plus simple, plus généreux et plus démocratique qui nous a amenés à proposer cette étape polyvalente entre le cours secondaire et les études supérieures. »

Il ne suffit pas de rappeler, même brièvement, les recommandations du Rapport et de monter en épingle les objectifs majeurs des CEGEP. Pour comprendre l'esprit et la portée de ces nouvelles institutions dans notre milieu, il faudrait se pencher longuement sur une quarantaine d'articles relatifs aux CEGEP qui renferment des mots clés tels que le nouvel humanisme (45), l'orientation (49), le problème culturel (61) la structure de l'enseignement au niveau secondaire et la place des enseignements techniques (74-98), la formation générale et la spéculation (106), les deux phases d'orientation et de spécialisation (272) (273), les divers types de programmes (277), l'éducation permanente (278). Mais de tels sujets sont si riches qu'ils demanderaient à eux seuls une étude distincte. Aussi devons-nous nous contenter de dégager les grandes lignes et la signification profonde des nouvelles structures profondes. Pour ce faire, il suffit de rappeler quelques affirmations majeures des commissaires comme les suivantes : « Tout enfant doit recevoir la meilleure formation générale possible ; l'enseignement secondaire doit offrir tous les enseignements nécessaires au développement d'élèves aux aptitudes très diverses ; l'orientation de l'enfant ne doit pas être prématurée ni irréversible ; l'orientation ne peut être vraiment graduelle et prudente que dans un système d'options incluant aussi bien le technique que les actuels enseignements scientifiques, classiques et autres » (parag. 129).

Toutes ces propositions sont lourdes de conséquences, car tout se tient dans un système d'enseignement. Il est impossible en effet de proposer la création des CEGEP sans modifier du même coup l'école primaire et l'école secondaire d'où viennent les élèves des CEGEP. Pas davantage n'est-il possible de créer un enseignement intermédiaire entre l'école secondaire et les études supérieures sans modifier du même coup l'enseignement universitaire auquel se destinent en grand nombre les diplômés d'études collégiales. On ne peut prétendre unifier le système d'enseignement des CEGEP sans introduire des changements au niveau de l'école secondaire et de l'université. Les auteurs du Rapport Parent ne manquent point de dégager en quatre articles ou paragraphes (129-132) les conséquences de leurs propositions et recommandations. Les voici en gros : la promotion automatique de tous les élèves de l'école élémentaire d'un degré à l'autre chaque année ; l'intégration de l'enseignement technique au cours secondaire ; la création d'un riche éventail d'options dans un enseignement polyvalent ; la recherche d'un équilibre entre les matières de base, la formation générale et les matières à options ; l'expérimentation obligatoire en 7^e et 8^e année de cours-options ; la concentration des options après la 8^e année, soit après deux années d'études secondaires générales ; une formation professionnelle terminale ; une meilleure formation générale et spéciale pour les étudiants entrant en faculté.

Il va sans dire que les commissaires sont parfaitement conscients de la difficulté d'équilibrer l'enseignement collégial. Ils ne cessent de revenir sur ce point dans le volume II. « Il ne sera probablement pas facile, écrivent-ils à l'article 276, d'arriver à une formule équilibrée de cours communs, de cours spécialisés et de cours complémentaires. Ce sera d'autant plus difficile que les jeunes adultes de cet âge s'engagent dans des orientations très variées. Beaucoup d'expérimentation et de réflexion seront nécessaires : les professeurs devront être attentifs aux réactions et aux succès des étudiants. » Bien plus, les employeurs, les centres universitaires des sciences appliquées et les universités devront rester en contact régulier avec les diplômés des CEGEP. Quoiqu'il en soit, chaque étudiant devra consacrer un tiers de son programme aux cours communs, un

tiers à des cours spécialisés, un tiers à des cours complémentaires ou connexes. En somme, c'est autour de ces proportions, quelque peu variables selon les programmes d'études, que devra s'établir « le programme moyen » (276).

Et par « moyen » il faut entendre idéal. Les commissaires ont aussi conçu le CEGEP moyen, idéal, dont l'image me paraît encore un peu trop tenace à la direction générale de l'enseignement collégial ; on semble y éprouver quelque difficulté à s'en détacher. Le CEGEP diffère à la fois du *Junior College* des États-Unis, du *Sixth Form* d'Angleterre et de l'Institut spécial de France.

Voici l'image de l'institut idéal de l'avenir (285) :

« Il sera utile tout d'abord de se représenter par l'imagination un institut idéal complet, tel qu'on pourrait le rêver pour l'avenir. C'est un campus assez vaste pour accueillir au moins 1500 étudiants et étudiantes. On peut imaginer ce campus formé d'un certain nombre d'immeubles, d'accès facile l'un à l'autre abritant les divers départements et services : bibliothèque générale, laboratoires avec salles de cours attenantes, ateliers nécessaires pour les différents enseignements professionnels, salles de cours prévues pour des groupes variables allant de 20 à 300 étudiants ; gymnase et terrain de jeu pour l'éducation physique, bureaux de l'administration centrale et des différents services ; salle à manger, maisons pour les étudiants et pour les étudiantes et un cercle pour les professeurs... Les étudiants qui circulent sur ce campus forment un groupe hétérogène : on en trouve qui se préparent à poursuivre leurs études dans diverses facultés universitaires ; d'autres suivent des cours en vue d'un emploi dans le monde des affaires, de l'administration, des services publics ; d'autres se spécialisent dans une branche de la technologie industrielle (électronique, technique de laboratoire, métallurgie, dessin, etc.,) ou de la technologie médicale ; les futures infirmières ont un programme d'études plus concentrées en sciences qui leur donne la formation de base préparatoire à l'année de stage hospitalier ; certains autres se préparent aux travaux de bureau et s'initient au maniement des machines de bureaux et des calculatrices électroniques ; d'autres s'exercent à un art plastique ou rythmique ; et on pourrait allonger encore l'énumération. Bien qu'inscrits à des départements différents suivant leur orientation, les étudiants peuvent suivre certains cours ensemble, qu'il s'agisse de cours communs

obligatoires pour tous ou de cours spécialisés ou complémentaires à la spécialité. Le programme de cours de chaque étudiant varie selon le département auquel il est inscrit et selon les cours qu'il a choisi de suivre, d'accord avec son directeur ou son tuteur. Les cours variés offerts aux étudiants sont assurés par plus d'une centaine de professeurs à temps complet, tous au moins licenciés dans la matière qu'ils enseignent. »

Que cette image de l'institut idéal, exprimée en 1964, se rapproche ou non de la réalité en 1974, cela reste à voir et à vérifier. Pour le moment, contentons-nous d'ajouter que les commissaires invitaient la direction des instituts à faire appel aux étudiants pour la discipline, la bonne marche et la vie ordonnée des campus (295), la collaboration de ces derniers étant indispensable au succès des instituts. D'autre part, voici quel sera le rôle de l'enseignement supérieur (296) :

« Les universités devront se retirer d'ici les cinq prochaines années de ce champ d'enseignement qui est surtout centré sur la formation générale et la préparation de techniciens; l'institut contiendra beaucoup plus que le seul cours préparatoire aux études universitaires, puisqu'il sera de caractère polyvalent, assurant la formation professionnelle, en même temps qu'il sera un stade préparatoire aux études ultérieures; le cours pré-universitaire et professionnel devra s'affirmer comme un niveau d'études distinct du cours secondaire et de l'enseignement supérieur, et l'on devra éviter toute confusion à ce sujet; les universités, comme nous le verrons au chapitre suivant, auront fort à faire pour accueillir tous les candidats aux études supérieures dans les prochaines années et pour développer l'enseignement ainsi que la recherche au-delà du premier diplôme universitaire. Ces quatre raisons nous incitent à proposer que les instituts ne relèvent d'aucune façon des institutions universitaires. Mais la collaboration des universités sera requise de diverses façons. Nous avons déjà dit qu'elles participeront à la formation de la corporation; elles devront surtout collaborer à la préparation des programmes d'étude et à la direction pédagogique. Ce sont là des services qu'on s'attendra qu'elles rendent, soit à une direction générale de tous les instituts, soit à des instituts en particulier. Les universités devront donc adopter à l'endroit des instituts une attitude de disponibilité, tout en maintenant la réserve et la discrétion nécessaires à l'égard d'établissements indépendants d'elles. »

Ce qui s'est fait, avec appréciation

S'il est relativement aisé de résumer les propositions et les recommandations du Rapport Parent sur les CEGEP, il est en revanche plus difficile de cerner de près la réalité mouvante et d'apprécier les réalisations du ministère de l'Éducation depuis l'ouverture du premier CEGEP en septembre 1967. Laisant de côté les propos négatifs des méchantes langues et les divagations des pédagogues au clavigraph, essayons de voir ce qui s'est fait dans l'enseignement collégial du Québec. Car, n'en déplaise aux auteurs des 320 mémoires soumis à la récente enquête du Conseil supérieur de l'Éducation sur l'état et les besoins de l'enseignement collégial, tout observateur impartial ne peut manquer d'inscrire plus d'un point à l'actif des collèges et de la direction générale des collèges ; soit dit entre nous, il n'est rien de plus décevant, de plus déprimant, de plus ennuyeux et de plus monotone que ces mémoires dont la longueur varie d'une page à trente ; 95 % d'entre eux, que dis-je ? 99 % — je pèse mes chiffres — ne sont pas constructifs et ne reconnaissent rien de valable aux CEGEP. Autant vous dire que je ne m'en suis pas inspiré : ils renferment trop de vinaigre pour mon palais. Les commissaires de l'enquête Nadeau demandaient-ils des critiques négatives, ils n'auraient pu être mieux servis. Que de pertinentes réflexions ne pourrait-on point faire sur cette amère constatation ! Mais passons.

Nombreuses sont les réalisations de l'enseignement collégial depuis septembre 1967. Pour me documenter, j'ai pris le temps — le temps, comme la liberté, doit se prendre : on ne l'a jamais — de visiter 20 CEGEP et de causer avec 142 administrateurs et enseignants ; j'ai fait ce travail sans mandat précis, à mes propres frais, pour satisfaire ma curiosité intellectuelle et pour participer quelque peu à l'activité des campus nouveau genre. Faute d'avoir jamais enseigné dans un CEGEP, je me devais de procéder ainsi. N'est-on pas en droit d'exiger ce strict minimum de probité intellectuelle d'un professeur d'université qui accepte de traiter le sujet qui nous rassemble ? Voici, en gros, les aspects positifs, les réalisations.

Je mets au premier rang la création d'un réseau complet, unifié, provincial, des Collèges d'enseignement général et

professionnel. Il existe une carte des CEGEP qu'on peut consulter et qui est définitive, car il ne saurait être question de faire quelque addition. On compte aujourd'hui 37 CEGEP avec une population totale d'environ 100,000 étudiants, soit une moyenne théorique de 3000 étudiants par institution ; ajoutons 23 collèges du secteur privé habilités à dispenser un enseignement de niveau collégial, avec une population totale d'environ 10,000 élèves. En fait, plusieurs CEGEP de la Côte-Nord et du Bas du Fleuve n'ont même pas 1000 étudiants, tandis que d'autres, comme ceux de Limoilou et de Sainte-Foy, d'Achunsi et du Vieux Montréal, en ont plus de 3000, voire de 4000, et Dawson en compte cette année plus de 6000. En plus des CEGEP de grandes villes, de villes moyennes et de petites villes, on a fondé plusieurs CEGEP régionaux depuis septembre 1971. Le réseau est créé, l'implantation est finie. Reste, bien sûr, la consolidation. Des éducateurs d'Angleterre et de France, d'Australie et des États-Unis, de la Colombie britannique et de l'Ontario se sont donné la peine d'en faire le tour récemment.

La carte ou le réseau des CEGEP implique la mise en place et l'activité d'un système et d'une fédération de l'enseignement collégial. On a inventé des liens ou des mécanismes de communication entre les CEGEP, du moins au niveau de la cueillette et de la transmission de l'information, au plan des agents de développement pédagogique. Grâce au Centre d'animation et de recherche en éducation (CADRE), qui entretient une banque d'information et publie une revue de qualité, PROSPECTIVES, grâce aussi aux CAHIERS DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL, chaque année remis à jour, et aux diverses publications de la direction générale de l'enseignement collégial (DIGEC), les CEGEP, dispersés qu'ils sont un peu partout sur l'immense territoire du Québec, ne manquent point d'information d'ordre pédagogique. À ce niveau du moins, le système est déjà rodé ; la fédération des CEGEP est constamment informée. C'est une réussite à cet égard.

On note aussi avec un vif plaisir l'accessibilité d'un plus grand nombre d'élèves aux études postsecondaires. Il s'agit ici d'un essai ou d'une tendance beaucoup plus que d'un franc

succès, et il faudrait bien se garder de confondre l'accroissement sensible des jeunes aux études collégiales avec la démocratisation de l'enseignement, dont on nous rabat les oreilles depuis quinze ans ; les élèves ont beau être nombreux dans les CEGEP, il ne faut pas conclure de là que chaque collège est une démocratie en miniature. On est encore loin du compte, car environ 40% des élèves d'école secondaire ne franchissent jamais le seuil d'un CEGEP, et cela pour diverses raisons que les orienteurs de métier pourraient fournir. N'empêche que les jeunes et leurs parents participent de façon plus concrète qu'avant à la chose scolaire ; maîtres et parents s'intéressent aussi davantage aux programmes de cours, au carnet scolaire, au dossier cumulatif, à l'évaluation continue, aux méthodes d'enseignement, au travail personnel et à l'activité des jeunes sur les campus. Il existe un mouvement de confiance et de coopération.

À l'instar de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire, l'enseignement collégial est intégré au secteur public de l'éducation. Bien plus, il est intégré au milieu urbain ou régional ou rural ; il essaie du moins de connaître les besoins et les ressources de la localité ou de la région, il cherche à y répondre et à les utiliser au mieux dans l'intérêt de la population environnante. Il faut compter avec le temps et sur le temps pour arriver à une complète intégration au milieu, en somme, pour insuffler une âme, un esprit, une vocation à chaque collègue. Ce qu'il y a de sûr pour le moment, c'est qu'on a réussi en peu d'années, grâce au développement rapide de l'enseignement technique de niveau collégial, à améliorer sensiblement la formation des travailleurs techniques. Ce qui me paraît évident aussi, c'est que les étudiants, sans toujours aimer outre mesure l'atmosphère ou l'ambiance de leur CEGEP respectif, se sentent cependant solidaires les uns des autres et intégrés principalement au niveau des sports, des loisirs, des activités culturelles et sociales ; ils ont beau suivre des cours communs et participer à un brassage du cours général et du cours professionnel, il ne saurait être question pour eux de se mêler au point de perdre leur identité propre ; à l'instar des Arabes de la diaspora qui conservent toujours un peu de terre natale à leurs souliers, les étudiants n'ont garde d'oublier le

milieu d'où ils viennent ; on peut même affirmer avec certitude que la plupart d'entre eux se sentent quelque peu égarés ou perdus, isolés ou solitaires, comme les foules anonymes des grandes villes. D'ailleurs plusieurs CEGEP ne sont-ils pas déjà, les uns, de gros villages, les autres de petites villes au point de vue démographique ? Aussi l'intégration des étudiants des CEGEP à leur milieu scolaire est-elle, pour me servir d'un euphémisme, en voie de développement. Pour ma part, je crains qu'elle ne le soit encore pour longtemps.

L'introduction d'un riche éventail de techniques n'est pas la moindre réalisation de l'enseignement collégial. Il m'est arrivé en effet d'en compter, sauf erreur, jusqu'à 45, réparties de la façon suivante : 29 techniques biologiques et physiques, 7 techniques administratives, 5 techniques humaines, 4 arts appliqués ; l'éventail des options est aussi considérable que celui des programmes de cours. Je me demande cependant s'il n'est pas un peu trop vaste en quelques CEGEP, où les étudiants, en suivant la pédagogie du choix et la pédagogie de l'intérêt, toutes deux chères aux auteurs du Rapport Parent, m'ont nettement donné l'impression de circuler comme dans un super-marché parallèle à la Steinberg. Les cours y sont si nombreux et les options si multiples qu'il semble y en avoir assez pour satisfaire tous les goûts d'une clientèle hétérogène et nombreuse. Plus qu'il n'en faut en tout cas pour ajouter un chapitre aux supplices de Tantale. Il est heureux cependant qu'on ait introduit de nombreuses techniques et qu'on initie les jeunes au travail de l'apprentissage, comme il est agréable de constater à Trois-Rivières, par exemple, la création de nouvelles orientations, qu'il s'agisse de diététique, d'hygiène dentaire, ou de travaux pratiques pour les ensembliers et les peintres décorateurs d'appartements.

Il va sans dire qu'on dut aussi élargir l'éventail des cours complémentaires en raison de l'augmentation de la population étudiante. Cela a eu pour effet de hausser le niveau des études techniques et de répondre aux besoins de la société en cadres, en techniciens, en travailleurs. Ajoutons que la création de CEGEP régionaux, en septembre 1971, a eu pour heureuse conséquence de polariser l'activité de la région ; le CEGEP y

est devenu en peu de temps un milieu bouillonnant d'activité : cinéma, conférence, exposition, sport, théâtre ; en raison de ses rapports constants avec les coopératives, les hôpitaux, les industries, les journaux, les imprimeries et les maisons de commerce et d'enseignement, il a tôt fait de devenir le point de ralliement et de rencontre, de discussions et d'échanges de vues. Il faut voir un CEGEP en pleine activité pour pouvoir en juger l'efficacité et le prolongement dans le milieu.

L'animation et le pluralisme se voient aussi bien dans les méthodes d'approche et d'enseignements diversifiés que dans les programmes de cours et les options multiples ; on le constate également dans un ensemble d'activités typiques, car dans un CEGEP on apprend en faisant ; apprendre et faire y sont presque synonymes. Ainsi on s'initie aux media d'apprentissage, aux techniques nouvelles. Sans compter que l'enseignement y est de plus en plus orienté vers l'individualisation ou le respect des différences individuelles. Et l'étude des techniques y joue un rôle primordial. De sorte que le cours magistral dans un amphithéâtre tend de plus en plus à disparaître ; en thèse générale, les maîtres et les étudiants préfèrent les classes de 25 ou de 30, le travail en équipe, en petits groupes, en atelier ou en laboratoire ; les uns et les autres se sentent comme perdus dans de grands bâtiments, recherchent le contact et l'échange. D'autant plus qu'ils se sentent un peu partout à l'étroit en raison du trop grand nombre d'étudiants sur le campus et du manque d'espace vital.

Le renouveau pédagogique est à l'honneur dans les CEGEP. Ils y participent en prenant des initiatives, par exemple, dans le domaine de l'enseignement audio-visuel, de la télévision par câble ; ils multiplient les rencontres, les journées pédagogiques, les réunions syndicales, les échanges entre professeurs de différentes disciplines. Il est évident que la pédagogie des Collèges se cherche encore. Les maîtres, dont la moyenne d'âge est de 30 ans, ne se considèrent pas seulement comme des dispensateurs du savoir ; ils veulent être aussi des éclaireurs, des guides auprès des étudiants en apprentissage. Ils créent de nouveaux services, de nouvelles orientations ; ils se livrent à de nouvelles expérimentations. Ils aimeraient être

plus souvent consultés dans la mise à jour annuelle des *Cahiers de l'enseignement collégial*. Ils sont très lucides et très critiques ; ils poussent même assez loin l'auto-critique, ce qui les garde de la routine et de l'enlèvement. Encore relativement jeunes eux-mêmes, ils sont unanimes à vouloir accorder un plus grand rôle aux étudiants ; ils les écoutent peut-être un peu trop au plan pédagogique, faute de se rappeler que les étudiants sont de passage dans l'institution tandis que les enseignants sont destinés à y demeurer longtemps. Quoiqu'il en soit, grâce à leur souplesse et à leur esprit de camaraderie et de collaboration avec les étudiants, ils ont réussi à amenuiser les objets de contestation, lesquels sont même en voie de disparition, au grand dam d'une poignée d'agitateurs de métier. Ils ont même fait admettre aux étudiants une conception plus saine de la consultation.

Les enseignants des CEGEP, conscients d'œuvrer en de nouvelles institutions, ne se contentent pas de créer et d'ajuster une nouvelle pédagogie à l'image de leur milieu respectif, car extrême est la variation d'un CEGEP à l'autre ; le rôle du CEGEP varie énormément d'un endroit à l'autre selon le bassin de population, les besoins et les ressources du milieu. Or personne ne se rend mieux compte de cette disparité que les professeurs eux-mêmes. Aussi voient-ils un déséquilibre entre l'autorité du collège et les moyens dont il dispose. Au plan pédagogique, il est presque autonome, dans la mesure où il suit les directives de la direction générale de l'enseignement collégial. Mais celles-ci sont trop centrées sur un modèle abstrait, moyen, unique, beaucoup trop rigide de 2 ans ou de 3 ans d'études. Au plan pédagogique, le CEGEP reçoit aussi des directives méthodologiques à la fois nombreuses et précises de la DIGEC, mais peu ou point de directives précises et valables quant au contenu des programmes et aux objectifs de l'enseignement des disciplines. En grande partie autonome au point de vue pédagogique, il ne l'est pratiquement pas au point de vue financier. De là la nécessité de rétablir un certain équilibre entre l'autonomie et la responsabilité des CEGEP.

Au chapitre des aspects positifs et des réalisations récentes, on peut inscrire les faits suivants : la création, du moins

en plusieurs villes, du service régional des admissions ; l'accès d'une foule de jeunes à l'enseignement pré-universitaire et, éventuellement, à l'enseignement supérieur ; l'organisation de nombreux cours du soir aux adultes ; le développement de l'éducation permanente de niveau collégial ; l'amélioration sensible de l'enseignement des sciences de base au cours professionnel ; l'enrichissement et l'amélioration des équipements de laboratoire ; les progrès réalisés dans l'orientation des élèves passant d'une concentration à une autre, bien que la liberté de choix par l'étudiant soit considérablement réduite dans son champ de concentration. Ainsi le futur médecin, inscrit aux cours de formation générale, est aussi spécialisé que l'étudiant du cours professionnel ; de même, le futur étudiant de sciences pures et appliquées, inscrit aux cours de formation générale, est presque aussi spécialisé que l'étudiant du cours professionnel.

Point n'est besoin d'insister sur tous les points que je viens d'énumérer. Considérons seulement le cas des adultes inscrits aux cours réguliers ; ils n'ont aucun droit d'inscription à payer. D'autre part, les cours du soir, suivis presque exclusivement par des adultes, ne sont pas gratuits. Ils attirent des foules de plus en plus considérables. Les gens qui les fréquentent assidûment — commis de bureau, secrétaires, assureurs, agents syndicaux, directeurs de banque, fonctionnaires *et alii* — sont si rompus à la soumission qu'ils paraissent contents de l'enseignement qu'on leur donne. Or, il n'en est rien : les cours du soir aux adultes ne sont guère un succès, en partie parce que les professeurs ne font que répéter le soir aux adultes les cours qu'ils ont faits le jour aux jeunes, en partie parce qu'on manque de professeurs chevronnés ou expérimentés dans les CEGEP pour faire des classes ou des cours à des étudiants plus âgés, selon des méthodes appropriées, en partie enfin parce que le soir trop de jeunes se mêlent aux adultes, ce qui forme un auditoire pour le moins difficile à instruire.

Gardons-nous bien de confondre les cours du soir aux adultes, c'est-à-dire les cours d'éducation populaire, avec l'éducation permanente proprement dite. Celle-ci est déjà dans nos mœurs et même florissante au niveau universitaire. Ainsi, à

l'Université de Montréal, des milliers de diplômés d'université, âgés de 35 à 50 ans, suivent des cours réguliers de faculté, désireux qu'ils sont de se recycler chacun dans sa discipline respective. En fait, l'éducation permanente est une idée chère à l'UNESCO aussi bien qu'au Rapport Parent. Ce dernier insiste même beaucoup sur le sujet. Voici, entre autres, quelques phrases clés de l'article 278 :

« L'institut aura un rôle primordial à jouer dans l'enseignement permanent. On constate qu'un nombre grandissant de personnes reviennent aux études post-secondaires, soit en vue d'une meilleure formation générale, soit pour recevoir un entraînement professionnel. On le voit, par exemple, à la clientèle que recrutent aisément universités et collèges à leur cours de baccalauréat pour adultes... il est désirable que chaque établissement soit chargé de l'enseignement aux adultes pour son niveau. Il entre donc dans les tâches de l'institut d'organiser des cours du soir, professionnels ou généraux, à l'intention de tous ceux qui n'ont pu poursuivre leurs études jusqu'à la 13^e année. On devra, à cette fin, songer à utiliser en particulier la radio ou la télévision de la région, pour permettre au plus grand nombre de personnes de bénéficier de cet enseignement. En outre, nous avons recommandé au chapitre V qu'à l'instar de certains pays européens, on étudie avec les employeurs et les syndicats ouvriers la possibilité de faire donner aux jeunes de moins de 18 ans une scolarité partielle, soit de jour, soit du soir : ce sera donc aussi la responsabilité de l'institut d'assurer l'enseignement à temps partiel à ces jeunes adultes déjà au travail. Enfin, l'éducation populaire dans son sens le plus large devra entrer dans les préoccupations de tout institut : celui-ci sera, dans la plupart des régions où il s'établira, le symbole le plus élevé du savoir et de la culture. Il se devra de rayonner dans son milieu, de contribuer, par la collaboration avec d'autres mouvements, à toute initiative éducative et de prêter son concours à toute culture populaire. »

Les CEGEP ont accepté leur entière et pleine responsabilité quant aux cours d'éducation populaire et aux cours d'éducation permanente. Ils sont restés fidèles au Rapport Parent à cet égard. L'article 278, loin de le biaiser ou de l'esquiver pour une raison ou pour une autre, ils y ont donné suite avec détermination et succès, relevant ainsi un défi de taille.

Il est un aspect positif des CEGEP que je n'ai pas encore mentionné et que j'ai gardé pour la fin, bien qu'il soit à mon avis le plus important de tous, je veux dire : le type d'homme nouveau que les administrateurs et les enseignants des CEGEP sont en train de forger. Toutes les réalisations des CEGEP que je viens de relever et qui sont forcément incomplètes ne valent pas grand-chose si elles ne contribuent pas d'une façon ou de l'autre à créer un type d'homme nouveau de qualité. Il ne faut jamais perdre de vue l'homme : il est le produit du potier qu'est l'enseignant-éducateur. Les organigrammes et les structures les mieux agencés, les programmes de cours les mieux équilibrés et répartis, les bibliothèques les plus richement garnies, les laboratoires les plus adéquatement équipés, les gymnases et les piscines, les ateliers, les amphithéâtres et les salles de concerts ou de spectacles les plus confortables ou les plus luxueux, tout cela doit être considéré en fonction de l'homme à éduquer et en vue de lui assurer la meilleure formation possible ; on ne doit pas limiter les efforts à la construction de bâtiments, si indispensables soient-ils ; il faut aussi bâtir en hommes. En d'autres termes, peut-on commencer à voir un type d'homme nouveau émerger des CEGEP ? Sans doute manque-t-on de recul pour l'étudier sur une longue période de temps puisque les premiers CEGEP remontent à septembre 1967. Pour ma part, je ne connais guère de diplômés d'études collégiales en formation professionnelle. En revanche, depuis cinq ans, je cause tous les jours à l'université avec des diplômés d'études collégiales en formation générale. Bien que mon expérience soit limitée, voici quelques traits que je reconnais à ces derniers, qui portent déjà l'empreinte de l'école secondaire polyvalente et du CEGEP polyvalent.

En thèse générale, ils ne tiennent pas à étudier et à se développer pour eux-mêmes mais plutôt pour améliorer leur milieu ; un milieu qu'ils n'aiment guère et qu'ils voudraient tout autre ; moins esclave de la loi de l'intérêt et du profit. Ils ne veulent pas du tout se former seulement en vue d'être mis sur le marché du travail. Lisez les journaux socio-culturels de leurs Collèges, vous constaterez qu'ils ont soif d'idéal et de perfection ; ils ont le sens des valeurs collectives. Ils sont assez lucides pour voir que l'optimisme d'après guerre est

périmé, comme ils ont tôt fait de se rendre compte, à leur entrée à l'université, qu'ils sont déjà beaucoup trop spécialisés et qu'ils manquent d'ouverture d'esprit. Leur franchise ne me déplaît pas du tout. Bien au contraire, je l'admire. Quant à leur impatience ou à leur intolérance, je la trouve égale à leur esprit revendicatif et syndicaliste. Conscients de leur nombre et de leur puissance, familiers avec les rapports de force, de dominant et de dominé, qu'ils ont vus à l'œuvre dans les CEGEP où trop d'enseignants brûlent de devenir administrateurs et où l'on peut compter jusqu'à quatre syndicats en pleine activité : le syndicat des professeurs, le syndicat des professionnels, le syndicat du personnel de soutien, puis le groupe des administrateurs et des cadres ; tiraillés aussi qu'ils sont par toutes sortes d'idéologies morales, politiques et religieuses, ils se cherchent, car ils sont quelque peu perdus à l'université, comme ils l'étaient à l'école secondaire polyvalente et au CEGEP polyvalent. Incertains, très inquiets même, ils sont à la recherche d'une philosophie de la vie et d'une échelle de valeurs ; bon nombre d'entre eux sont beaucoup plus vieux de cœur et d'esprit qu'ils ne le paraissent, bon nombre d'entre eux sont même beaucoup plus vieux que leurs professeurs. Fait singulier, ils manquent très souvent de résistance physique. Quant à leur sens de l'effort et du travail, de la persévérance et de la ténacité, il ne saute pas encore aux yeux des professeurs d'université.

Ce qui resterait à faire

Qu'il reste encore énormément à faire au CEGEP est l'évidence même. Les administrateurs et les enseignants le savent encore mieux que les nombreux auteurs d'articles critiques auxquels ils ne peuvent, faute d'énergie et de temps, répondre comme il conviendrait. C'est que le travail en éducation n'est jamais fini ; le perfectionnement intellectuel et moral de l'homme est inépuisable ; il n'a pas de limite ; il n'est jamais terminé. Et c'est le plus beau titre de gloire de l'homme d'avoir soif de perfection et d'infini. La production de certains articles de consommation peut être saturé ; le marché du travail peut être saturé en telle ou telle sphère d'activité humaine ; les richesses naturelles ne sont pas toutes inépuisables ; le

pouvoir d'achat est loin d'être illimité ou incommensurable ; le progrès matériel est loin d'être indéfini. Nous ne le savons que trop. Mais la culture générale ou la formation générale des qualités de l'esprit, l'information, l'instruction, l'éducation, le savoir, la poursuite du travail intellectuel et le perfectionnement moral, tout cela est inépuisable, toujours perfectible. Tous les niveaux de l'enseignement sont donc perfectibles, de l'école primaire à l'université inclusivement. Et ils le seront toujours.

Que reste-t-il à faire au CEGEP ? Beaucoup sans doute. D'autant plus qu'ils viennent à peine de naître. Soyons pratiques et réalistes. Que peuvent-ils réaliser d'ici 1984, au cours des dix prochaines années ? Voici quelques suggestions pratiques, parfaitement réalisables au cours de la prochaine décennie ; elles m'ont été inspirées par mes visites dans les CEGEP. C'est un choix de points chauds, que je me propose de passer en revue en me plaçant aux points de vue suivants :

- 1 — Au plan des bâtiments et des effectifs scolaires ;
- 2 — au plan de la direction et de l'atmosphère des CEGEP ;
- 3 — au plan des programmes d'études, des objectifs et de la coordination provinciale de l'enseignement des disciplines ;
- 4 — au plan des professeurs et des étudiants ;
- 5 — au plan de l'école secondaire, d'où viennent les étudiants des CEGEP ;
- 6 — au plan du marché du travail et de l'université où vont les diplômés des CEGEP.

— 1 —

Bon nombre de CEGEP — pas tous, bien sûr —, comme ceux de Limoilou, de Sainte-Foy, d'Ahunatic, de Dawson et du Vieux-Montréal, ne sont pas faits à l'échelle humaine. Ce sont, comme nombre d'écoles secondaires polyvalentes, des monstres à plusieurs mille têtes ; on dirait des super-marchés parallèles, comme les *mass media* forment une école parallèle. Cette tendance déplorable au gigantisme dans les CEGEP n'est guère favorable à la formation et à l'éducation d'adolescents. Il faudrait donc les ramener à des proportions humaines et, au lieu de contenir 3500, 4500, voire 6000 ou 7000 étudiants,

ils ne devraient guère dépasser 3000 au maximum sur le même campus; on pourrait pratiquer certaines divisions ici et là. Autrement, ce sont des pépinières d'endoctrinement, et non des centres de culture et de formation. Les étudiants des CEGEP, quelque peu dépayés dans de vastes ensembles, se sentent aussi perdus dans les amphithéâtres, qui tendent à disparaître des campus, bien que le cours magistral reste toujours formateur et utile, compte tenu du professeur qui le fait, de la discipline enseignée et de la maturité des auditeurs... Mieux vaut avoir des ateliers, des classes, des laboratoires, des salles de dimension humaine. Je sais bien qu'on peut encore voir des classes de 60 ou 65 étudiants, voire de 120 ou 160, mais elles tendent à disparaître, l'idéal étant 25 ou 30 par classe au maximum, ce qui est excellent pour la formation de l'esprit, du caractère et de la volonté. Cela est d'autant plus nécessaire que les étudiants recherchent des échanges et des rapports avec leurs professeurs; ils ne les tiennent pas seulement pour des enseignants mais aussi pour des guides. On doit se garder de les décevoir. Pour cela, il faut se méfier du gigantisme, ramener les trop grands CEGEP et les classes trop peuplées à des proportions humaines. C'est toujours un malheur d'oublier l'homme, de le perdre de vue.

D'autre part, si l'on veut que les CEGEP ne déçoivent pas l'attente de la population et que la démocratisation de l'enseignement ne soit pas qu'un vain mot, il faut à tout prix réduire le nombre des élèves qui ne franchissent jamais le seuil d'un CEGEP. Sans doute se trouve-t-il beaucoup d'inaptes parmi les 40% qui ne font point d'études postsecondaires. C'est par un travail assidu d'information, d'orientation et de persuasion qu'on pourra arriver à rendre les CEGEP accessibles à un plus grand nombre de jeunes. Parents et professeurs, administrateurs et orienteurs devraient, je crois, en Secondaire V tout au moins, peut-être même en Secondaire IV, se pencher sur ce problème très urgent de la prolongation de la scolarisation.

Quant à l'atmosphère actuelle des CEGEP, elle n'est pas, dans l'ensemble, tout à fait propice au travail intellectuel en

profondeur. Bien que la contestation y soit aujourd'hui en perte de vitesse par suite de l'amélioration sensible des conditions de vie sur les campus, au grand dam des *mass media* qui ratent ainsi de belles occasions de faire un tapage bien orchestré autour du moindre désordre, les étudiants y sont cependant beaucoup trop nombreux et manquent d'espace vital. Les bibliothèques sont pleines à craquer. Que d'étudiants se réfugient dans les salles de cours ou à l'extrémité de longs corridors silencieux pour pouvoir étudier ! Et puis un peu partout des constructions de vastes bâtiments sont en cours. La vie en plusieurs CEGEP ressemble à une chasse au renard. Dans les 20 institutions que j'ai visitées, ce qui m'a aussi frappé, outre le va-et-vient continu, c'est le débraillé de la tenue et des manières, du moins d'un fort pourcentage d'entre eux, disons, d'une importante minorité. Pas de tous, loin de là, par bonheur. Le désordre, le laisser-aller, le négligé, dans l'air, la tenue et les manières, tout cela ne peut manquer de frapper le visiteur impartial. Un peu partout, c'est la mise débraillée, c'est le genre débraillé qui règne.

Qu'il entre là-dedans une bonne dose d'audace, d'épate, voire de snobisme, je le sais mieux que tout autre. Je sais aussi de certitude que les étudiants des CEGEP, si jamais il s'en trouve pour me lire, vont se moquer royalement de mes remarques sur leur débraillé et m'envoyer promener à la balançoire comme une vieille barbe. Mais, puisque la liberté existe pour tout le monde, et pas seulement pour eux, je ne voudrais pas du tout qu'ils prennent mon silence pour un signe d'approbation de leur débraillé. Je le trouve détestable ; il n'est pas encore né celui qui me fera dire le contraire. Ne pourraient-ils pas mettre l'auto-discipline et le respect des autres au rang de l'auto-évaluation qui leur est si chère ?

En tout cas, je parle de ce que j'ai vu et je dois avouer que l'impression première est assez décevante ; on dirait que la rue a envahi les CEGEP. À voir bon nombre d'étudiants, je ne dis pas tous, agir dans les corridors, les cafétérias, les salles communes, les bibliothèques, à les écouter parler aussi, c'est à se demander si l'on est véritablement dans une maison de formation générale et de formation professionnelle. Mais

ça fait chic, paraît-il, d'être débraillé dans sa tenue et ses manières, comme de mal parler, à tel point le nivellement par le bas est contagieux et la bêtise humaine est profonde.

La direction — il faut toujours s'en prendre à la tête — est en grande partie responsable de cette atmosphère débraillée. Hélas ! certains directeurs de CEGEP, sous le fallacieux prétexte de se rendre populaires aussi bien auprès des élèves que des professeurs, prennent plaisir, semble-t-il, à maintenir un climat tendu de rapports de force, de revendications syndicales, d'idéologies philosophiques et politiques. Ajoutons que bon nombre d'enseignants considèrent leur beau métier d'homme uniquement comme un job, un gagne-pain, voire un tremplin, et non pas aussi comme un apostolat, une mission, une vocation. Un professeur, vraiment digne de ce nom, ne devrait-il pas être aussi un éducateur ? Les jeunes, quelque peu bouleversés et déboussolés par le *tempo* de la vie contemporaine, ne comptent-ils pas sur eux pour avoir des directives et se sentir davantage en sécurité ? Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'ils méprisent, au fond, tous ceux qui leur font la cour, se montrent peu exigeants, manquent d'autorité et de fermeté, d'ordre et de discipline. En bref, les CEGEP ont encore énormément à faire pour devenir des maisons d'étude et de réflexion, de vie intérieure et de travail intellectuel ; ce qu'ils seront, quand l'extérieur aura cessé d'envahir l'intérieur.

— 3 —

La coordination provinciale de l'enseignement des matières de base comme le français et la philosophie est encore bien loin d'être un fait accompli. Cela n'est guère surprenant. Le réseau des CEGEP est bigarré et complexe ; il paraît beaucoup plus unifié sur une carte qu'il ne l'est en réalité ; il est réparti aux quatre vents d'un immense territoire. Si les moyens de transport sont devenus relativement faciles, ils sont cependant à la fois coûteux et fatigants ; les réunions de professeurs, au plan provincial, demandent de l'argent, de l'énergie et du temps, ce qui fait souvent défaut ; elles sont plus faciles à tenir au niveau local ou régional. Elles sont absolument indispensables. Sans quoi, chacun fait à sa tête, comme bon lui semble, sans programme précis et sans objectifs précis.

La coopération provinciale de l'enseignement de la philosophie est tout à fait inexistante, polluée qu'elle est par la division et la mésentente qui règnent chez les professeurs de philosophie. D'autre part, la coopération provinciale de l'enseignement du français est une réussite partielle ; les professeurs de français se réunissent souvent et se concertent sur le contenu des programmes d'études mais ne s'entendent pas encore sur les objectifs à poursuivre dans l'enseignement du français. Les professeurs de français et de philosophie ont tout intérêt à tomber d'accord le plus tôt possible, car leur tiraillement n'est pas sans influencer sur la bonne marche, le comportement et la formation des étudiants.

Par bonheur, il ne se fait point de véritable enseignement de la philosophie dans les CEGEP ; plus exactement on ne l'enseigne pas comme dans les universités. Il serait intellectuellement et pratiquement impossible de le faire puisque les professeurs de CEGEP doivent s'adresser en chaque institution à des centaines, voire à des milliers d'étudiants ; la philosophie y est une matière de base obligatoire. Ce qu'ils enseignent, c'est une initiation à la réflexion philosophique à partir de faits divers, de courants d'actualité ; ils abordent aussi des thèmes majeurs, les textes de quelques auteurs, l'évolution de la pensée. L'enseignement varie donc d'une institution à l'autre. Et il ne peut en être autrement dans l'état actuel des choses. Cependant, on a souvent reproché aux collèges classiques d'enseigner jadis obligatoirement le grec, le latin et la philosophie à tous les élèves sans distinction. C'était, paraît-il, une erreur pédagogique. On commet, à mon avis, une erreur identique en enseignant obligatoirement la philosophie à tous les étudiants des CEGEP ; la plupart d'entre eux ne mordent pas plus à la philosophie que leurs devanciers ne mordaient jadis au grec, au latin et à la philosophie dans les collèges classiques. En tout cas, on ne saurait prendre de meilleure méthode pour dégoûter à jamais les étudiants de la philosophie et des professeurs qui l'enseignent.

Que pourrait-on faire pour améliorer la situation et limiter les dégâts ? Voici quelques suggestions à cet égard : 1) circonscrire ou limiter l'enseignement de la philosophie aux

étudiants du cours d'enseignement général qui se destinent à l'université ; 2) enseigner aux étudiants des cours d'enseignement professionnel des éléments de morale professionnelle, de dynamique de groupe, de psychologie sociale ; 3) initier les étudiants du cours collégial I et II à la pensée philosophique et à l'évolution de cette pensée, les rendre conscients de ce développement, de la Grèce à nos jours, soit à l'aide de quelques thèmes majeurs ou de quelques textes de base.

Le grand public a beaucoup entendu parler aussi de l'enseignement du français dans les CEGEP. On y fait aujourd'hui des cours de linguistique, de grammaire historique, de phonétique, de littérature, d'histoire littéraire, d'analyse et d'explication de textes, de composition, voire de création littéraire. À mon avis, il faudrait procéder ici comme pour l'enseignement de la philosophie ou pour ce qui en tient lieu, ne pas dispenser le même enseignement de français à tous les élèves des CEGEP sans distinction. Il faudrait, je crois, répartir les étudiants en deux groupes : ceux qui ont opté pour le cours professionnel de trois ans et ceux qui ont opté pour le cours général de deux ans.

Aux élèves du cours d'enseignement professionnel, il conviendrait de faire des leçons de français courant et pratique, des leçons concrètes de grammaire normative, d'analyse, de lecture expressive, de vocabulaire courant et de phrases usuelles ; les travaux pratiques pourraient comporter la rédaction de lettres, de rapports, de précis, de résumés, d'exposés, d'avis, de procès-verbaux, d'ordres du jour, de descriptions, de portraits, de narrations. De grâce qu'on ne fasse pas de cours de linguistique proprement dite à ce groupe d'étudiants.

Aux élèves du cours d'enseignement général, il conviendrait de dispenser, outre une bonne partie de ce qui précède, des éléments de linguistique et une vue panoramique de la littérature française, avec la lecture de textes appropriés, une initiation aux principaux genres littéraires ; il y aurait lieu aussi d'étudier quelques textes de haute qualité, sans limiter ceux-ci au Québec. Quant aux travaux pratiques, ils pourraient comprendre des analyses littéraires, des dissertations, des essais.

Seuls quelques élèves bien doués, triés sur le volet, pourraient se livrer à la création littéraire, pour me servir d'une expression prétentieuse à la mode ; le snobisme étant contagieux, on parle même de créativité. Soyons plus simples et enseignons l'art de la composition, lequel est en voie de disparition ; faisons découvrir aux élèves l'émotion créatrice qui naît de l'expérience intime, personnelle, de la puissance des mots ; nous pensons avec et par l'entremise de mots ; si un député ne peut se servir de mots, il ne peut pas penser. Mais quel français ? Le français international. Rien d'autre. Et tout professeur est professeur de français.

Laissons aux étudiants d'université la tâche de préparer et de composer des travaux longs, des essais d'envergure, de 30 ou de 40 pages. Au niveau collégial, qui est celui de l'apprentissage, demandons plutôt des travaux courts, mais fréquents, bien faits, finis ; personnels, solidement charpentés, des essais de qualité, remarquables par le plan, la réflexion et la correction. Ce qui forme le plus, c'est l'écrit ; il n'est rien de tel pour développer l'intelligence et la réflexion, tremper le caractère et la volonté. Si tant d'élèves le détestent au plus haut point, c'est qu'il demande beaucoup d'effort d'attention et de concentration. Autant dire que les élèves en ont un grand besoin.

Que l'enseignement de l'histoire et de la géographie — on devrait unir ces deux disciplines dans l'enseignement au niveau secondaire et au niveau collégial — ne soit pas obligatoire pour tous les élèves des écoles secondaires et des CEGEP, c'est pour moi une aberration monumentale de la part de la direction générale de l'enseignement secondaire et de l'enseignement collégial. Quelle erreur lamentable ! Mais c'est de la folie pure de concentrer l'étude de l'histoire en un an sur cinq à l'école secondaire ; c'est aussi de la folie pure de n'en pas faire une matière de base au CEGEP, comme à l'école secondaire ; c'est enfin de la folie pure de concentrer l'étude de la géographie en un an sur cinq à l'école secondaire. Le ministère de l'Éducation, en procédant ainsi, est en train de préparer une génération de déracinés, de techniciens sans âme, sans racines, sans passé, sans histoire et géographie, sans héritage,

sans culture, sans tradition, sans connaissance autre que celle de techniques. Ne devrait-on pas plutôt leur enseigner l'histoire générale des civilisations et l'histoire générale des techniques ? Comment les diplômés des CEGEP peuvent-ils prétendre avoir une formation générale et une formation professionnelle sans une connaissance de l'histoire ? Sans une connaissance de la géographie physique et humaine ?

— 4 —

Les rapports entre professeurs et étudiants gagneraient à être mieux accordés dans les CEGEP. Ces institutions auraient tôt fait d'enregistrer un progrès sensible, si les maîtres voulaient bien seulement prendre les élèves tels qu'ils sont à leur entrée au CEGEP, les hausser peu à peu à leur niveau et les développer le plus possible, au lieu de blâmer, comme ils le font trop souvent, l'école secondaire de ne pas leur avoir appris ceci ou cela, au lieu aussi de répéter mot à mot, comme ils le font trop souvent, les cours de langues ou de linguistique, de littérature ou de philosophie, de mathématiques ou de sciences qu'ils ont suivis à l'université. Les professeurs ne doivent pas craindre de descendre de leur piédestal, de baisser le ton au début de l'année scolaire, puis de le hausser peu à peu en cours de session et de servir même au besoin bouchée double à mesure que l'année avance.

Les professeurs de CEGEP sont dans une position délicate et difficile. Ils se doivent d'accueillir les élèves de Secondaire V, de préparer de futurs étudiants pour les universités et de former de futurs techniciens pour le marché du travail. Ils dispensent l'enseignement intermédiaire entre l'école secondaire et l'université. Conscients de la position clef qu'ils occupent et des nombreuses critiques, plus ou moins justes, qu'on leur adresse de tous côtés, ils prennent peu à peu la mesure de leur taille et de leur force numérique, de leur rôle et de leur responsabilité. La plupart d'entre eux, encore relativement jeunes, débordent d'enthousiasme et d'initiative. Ils ont l'esprit ouvert, critique, plein de plans et de projets. Ils ont le sentiment, cependant, d'être isolés, comme coincés, faute de rapports avec l'école secondaire et l'université. Ils ont des rapports entre

eux au plan professionnel, comme ils ont des rapports avec leurs étudiants au plan scolaire. Tels des pionniers, ils cherchent à se tailler une place au soleil. Ils sont tellement accaparés par leurs multiples tâches quotidiennes qu'ils sont forcément enclins à vivre repliés sur eux-mêmes ; de sorte que le grand public ignore à peu près tout ce qu'ils font. Or, le moment me paraît venu pour eux de fonder un journal bimensuel d'information, lequel serait rédigé exclusivement par les enseignants. Je suis sûr que les parents des étudiants des CEGEP et le vaste public seraient fort intéressés à le lire ; ils seraient alors au courant de l'activité, des projets et des développements des CEGEP. La fédération des CEGEP se doit de créer ce journal d'information, dont le tirage ne devrait pas être inférieur à 100,000 exemplaires. Il formerait un lien, un moyen de communication des CEGEP avec les parents et le public intellectuel et populaire.

Il va sans dire que l'on devrait créer un comité provincial de professeurs d'école secondaire, de CEGEP et d'université pour éviter le chevauchement, une mauvaise planification des programmes et des cours, pour assurer un enseignement continu, gradué et progressif du français, de l'histoire et de la géographie, pour accélérer le processus relatif au changement dans la grille des cours et répartir ces derniers selon un ordre logique. Des cours de troisième année pourraient être donnés en deuxième ou en première ; chaque cours devrait être précédé d'une initiation préparatoire ; peut-être y aurait-il lieu de réduire la théorie et d'augmenter la pratique ; de consulter davantage les employeurs et les enseignants dans l'élaboration des programmes d'études. Faute d'orientation claire et précise, les services pédagogiques ne savent pas toujours où aller. Plus d'un conseil d'administration me paraît manquer d'une philosophie de l'éducation, d'une connaissance de la psychologie de l'apprentissage et d'une connaissance des valeurs universelles importantes en éducation. Il ne suffit pas d'acheter des recettes méthodologiques, des cassettes et des magnétophones ; reste à enseigner l'art d'apprendre et d'apprendre à apprendre.

Le Rapport Parent recommandait la création du « tutorat » ; on n'en a pas tenu compte jusqu'ici. Il serait grandement

temps de l'instituer. Le « tutor », qu'il soit directeur d'un groupe d'étudiants, chef des travaux pratiques, préparateur, répétiteur ou qu'il donne des leçons particulières, individuelles, le cas échéant, il est indispensable dans une institution aussi complexe, hétérogène et polyvalente que le CEGEP. Ce n'est sans doute pas une formule-miracle, une panacée pour régler tous les problèmes ; mais le rendement des étudiants serait de beaucoup supérieur s'ils se sentaient dirigés, encouragés et stimulés par des « tutors ». Je connais fort bien le système pour l'avoir pratiqué et vécu moi-même nombre d'années. Il convient à merveille au milieu d'un CEGEP.

— 5 —

Au plan de l'école secondaire, je persiste à croire que l'enseignement de l'histoire et de la géographie, comme de la langue maternelle, devrait y être obligatoire pour tous pendant cinq ans. Il s'agit là de connaissances fondamentales, sans quoi il n'existe aucune culture de l'esprit, aucune formation générale. De plus, la connaissance, même imparfaite, du grec et du latin, doublée de celle de l'histoire de la Grèce et de Rome, est la clef de la connaissance de deux civilisations dont la nôtre est née et qui ont servi de modèles à nos artistes, et à nos écrivains, à nos philosophes et à nos scientifiques, à nos institutions juridiques, politiques et sociales. D'autre part, il importerait de comprimer l'éventail des options, de ne pas trop se livrer au jeu capricieux de la pédagogie du choix et de la pédagogie de l'intérêt, de ne pas s'orienter, donc de ne pas se spécialiser trop tôt, avant d'avoir des ailes et du souffle. À l'école secondaire, on pratique aujourd'hui l'orientation de façon beaucoup trop prématurée. L'éventail des options y est aussi beaucoup trop vaste. D'ailleurs, on constate le même excès au CEGEP et à l'université.

Les options sont, en fait, des concentrations, des spécialisations ; elles rompent la cohésion des disciplines entre elles, elles nient leur complémentarité, comme celles de l'histoire et de la géographie. Ces options doivent être collectives et organisées ; autrement, elles sont individuelles et anarchiques. En d'autres termes, au lieu du menu fixe, traditionnel, de

l'enseignement, on propose tantôt un menu à la carte, tantôt un menu individuel sur mesure, selon les aptitudes et les goûts d'un chacun. Mais comment une maison d'enseignement, qu'elle soit une école secondaire, un CEGEP ou une université, peut-elle prétendre adéquatement à un pareil éventail de demandes aussi variées ?

Le but premier de l'enseignement secondaire et collégial étant de former, je crois, non pas des esprits déséquilibrés, mais des talents équilibrés, il faut sans doute pousser les élèves dans les branches pour lesquelles ils ont des aptitudes et des goûts prononcés, mais sans exclure et négliger pour autant les branches où ils sont faibles et où ils révèlent par là que certaines qualités chez eux ne sont pas suffisamment développées. C'est une très dangereuse illusion de croire que la meilleure préparation à la vie pour les élèves consiste à choisir leur programme d'études et leur orientation ; ce qui compte aussi pour eux, ce n'est pas seulement de choisir ce qu'ils aiment, c'est bien de choisir ce qui les arme pour la vie. Le plus important n'est pas l'intérêt-attraire subjectif, mais l'intérêt-avantage objectif. Ce qui compte, ce n'est pas seulement ce qui a de l'intérêt pour le jeune homme avant et pendant ses études, c'est aussi et surtout ce qui est de l'intérêt du jeune homme après ses études ; au lieu de l'agrément ou du plaisir anticipé, c'est l'efficacité accomplie ; au lieu de quelques notions de savoir, vite acquises et plus vite oubliées, ce sont plutôt les qualités et les virtualités conquises de haute lutte qui demeurent.

S'il est permis à chaque élève de faire ce qu'il lui plaît en prenant un menu à la carte ou un menu sur mesure, il finira par faire n'importe quoi, n'importe où, n'importe comment. On aboutit alors à la glorification du caprice personnel, de la licence individuelle, de la licence absolue dans toutes les licences. Si, à l'école secondaire et au CEGEP, chaque élève peut pratiquer pendant 7 ou 8 ans le menu à la carte ou le menu sur mesure, si, en d'autres termes, il fait toujours ce qui lui plaît selon ses goûts, je ne vois pas très bien pourquoi il ne continuerait pas de le faire à l'université. Or, soyez rassuré, l'université a tout prévu ; dans l'enseignement supérieur, il

est parfaitement libre d'étudier ce qui lui plaît. Si Jean-Jacques Rousseau pouvait revenir, il ne pourrait en croire ses yeux : son utopie est en voie de réalisation.

— 6 —

Les diplômés d'études collégiales en formation générale avec les mentions suivantes : 1) sciences de la santé ; 2) sciences pures et appliquées ; 3) sciences de l'administration ; 4) sciences humaines ; 5) arts ; 6) lettres, entrent chaque automne dans nos universités, où ils se sentent, au premier trimestre du moins, quelque peu dépaysés ou perdus. Et pourtant ils ne devraient point l'être, pour avoir déjà suivi avec succès les cours pré-requis assez spécialisés dans les CEGEP et pour être déjà assez familiers avec l'organisation des départements des CEGEP. Ainsi le CEGEP de Sainte-Foy compte 13 départements : 1) Action sociale ; 2) Arts ; 3) Biologie ; 4) Chimie ; 5) Éducation physique ; 6) Français ; 7) Informatique ; 8) Modernes (langues) ; 9) Mathématiques ; 10) Philosophie ; 11) Physique ; 12) Sciences humaines ; 13) Techniques administratives, forestières, infirmières, d'inhalothérapie, de laboratoire médical, radiologiques. Le même CEGEP s'occupe de l'éducation des adultes, possède un centre de l'informatique et comporte une bonne demi-douzaine de services. Or, presque toute cette nomenclature se trouve aussi à l'université. N'empêche que les diplômés des CEGEP ont peine à se reconnaître en franchissant le portail de l'université. Au fond, ils entrent dans un ensemble encore plus complexe et plus peuplé que celui qu'ils viennent de quitter. De là leur premier désarroi.

Fait assez ironique et singulier, l'université, qui avait exigé d'eux des pré-requis spécialisés, leur fait suivre maintenant des cours inter-disciplinaires pour leur grade du 1er cycle. Que les pré-requis des universités soient trop lourds, trop élevés et mal répartis, est l'évidence même ; ainsi, des mathématiques, il y en a partout ; tout le monde doit en faire : impossible d'y échapper. Elles sont beaucoup plus importantes que le français. Tout de même ! On pense, on parle, on écrit, autant que je sache, avec des mots ; les mathématiques, si

utiles et nécessaires soient-elles en notre monde, ne forment pas encore ce qu'on appelle la langue courante, orale et écrite. En bref, les pré-requis des universités manquent d'équilibre et de proportion ; il y a beaucoup à faire en ce domaine pour les amener à la mesure, qui est celle de jeunes de 18 et de 19 ans. C'est une formation générale qu'il faut leur donner, et non une formation spécialisée avant le temps. Autant les élèves des écoles secondaires doivent retarder le plus loin possible leur orientation ou leur choix définitif, autant les étudiants des CEGEP qui se destinent à l'université ne doivent pas pousser trop avant dans leur concentration ou spécialisation ; autrement ils sont dépourvus de formation générale, comme ils le sont aujourd'hui, avec les conséquences que les professeurs d'université constatent non sans aigreur.

Notre époque se distingue autant par la confusion générale des esprits au point de vue moral et religieux que par l'omniscience instantanée de l'école parallèle que sont les *mass media*. Elle se distingue aussi par le rêve utopique de l'égalité collective absolue, si chère à beaucoup de socialistes et de radicaux puérils, qui sont heureux de voir, par exemple, tous les élèves de l'école primaire finir automatiquement la course en même temps. Comme si la sélection intellectuelle, fondée sur l'habileté, la compétence, le talent et le travail, pouvait être rayée d'un trait de plume ; comme si la liberté, le choix et la liberté du choix n'étaient point des éléments naturels de division ; comme si le monde du travail ne comprenait point à la fois des ouvriers qualifiés et des ouvriers non qualifiés. Or, c'est en maintenant un haut niveau de qualité et d'excellence que les universités réussiront à enrayer cette vague de fond que constitue la tendance au nivellement par le bas. Il ne faudrait pas confondre le rôle de l'enseignement supérieur avec celui de la Société Saint-Vincent-de-Paul. Les jeunes universités du Québec doivent se montrer aussi exigeantes que les universités plus anciennes. Il ne suffit pas de rendre notre système d'enseignement plus juste en favorisant l'égalité des chances d'accès aux études postsecondaires et universitaires ; il faut aussi que les étudiants se tiennent à la hauteur et se montrent dignes des chances qu'ils ont d'étudier. Car l'important n'est pas d'entrer à l'université, mais plutôt d'en sortir.

CONCLUSION

Arrivé au terme de cet aperçu, forcément incomplet et tronqué, d'une question fort complexe et discutable, je ne puis m'empêcher de faire, en guise de conclusion, deux réflexions sur les techniques et sur la culture.

Les techniques ne sont pas tout, si importantes, voire nécessaires, soient-elles dans une société en pleine mutation ; il existe aussi un ordre, une hiérarchie des valeurs, il existe des valeurs spirituelles. Je sais bien que le mot de nature humaine est proscrit par les marxistes progressistes et toute une psychologie sociale. Je sais bien aussi que la tendance est assez généralisée de vouloir tout mesurer et tout ramener à des chiffres, comme si les finalités et les valeurs humaines pouvaient être mises en paramètres, comme si la vie ne comportait point de variables irréductibles à toute analyse scientifique. L'humanisme occidental auquel nous appartenons par nos origines et notre langue, notre foi et notre histoire, a beau s'être enrichi et élargi depuis la Grèce et Rome, depuis la Renaissance et le début du XX^e siècle, il exprime toujours sa foi en l'homme, il croit toujours aux valeurs fondamentales de la culture et de la civilisation. Nous connaissons tous, pour l'avoir entendue assez souvent, la rengaine du jour : des chiffres, des chiffres ; de grâce, pas de métaphysique. Que vaut le culte des techniques, donc de la puissance et du rendement, sans métaphysique, sans la connaissance interne de l'homme, être raisonnable, social et spirituel ? Sans l'amour et le cœur ? Tout en préparant les milliers de techniciens dont notre société a un urgent besoin, nous ne devons jamais perdre de vue l'homme et l'homme complet. Nous devons bâtir en hommes, ce qui m'amène à la seconde réflexion sur la culture.

Nous devons bâtir en hommes cultivés, et pas seulement en spécialistes à œillères. Les éleveurs de l'Ouest canadien, comme ceux du *Middle West* américain, « fabriquent » littéralement des bœufs qui ressemblent à des cubes de viande montés sur pattes, comme au Danemark on « fabrique » littéralement des vaches qui ressemblent à des outres gonflées de lait, comme en Écosse et en Nouvelle-Zélande les éleveurs spécialisent les moutons en ne leur laissant, pour ainsi dire,

qu'une laine surabondante sur des os déchiquetés. Notre époque ne serait-elle pas par hasard en train de former de pareils phénomènes ? Des esprits, prématurément orientés et spécialisés dès le niveau secondaire, presque totalement dépourvus d'agilité et de curiosité intellectuelle, incapables de sortir du pré carré où ils vivent et qu'ils broutent depuis plusieurs années ; tels des troupeaux, si j'ose dire, parqués dans des enclos de fils de fer, ils sont coupés de presque tout le reste par leur manque de curiosité. En d'autres termes, les diplômés d'études collégiales auraient grandement tort aujourd'hui, une fois entrés à l'université pour y conquérir des grades supérieurs, de cesser pour autant la poursuite de leur culture générale et de se cantonner uniquement dans l'étude d'une spécialité. Si la sagesse conseille à l'homme de mettre ses œufs et son avoir en plusieurs paniers, elle recommande aussi fortement aux étudiants d'université de poursuivre sans cesse leur culture générale, tout en se spécialisant en quelques disciplines et gardant l'esprit ouvert sur le reste du savoir. C'est que l'invention et le perfectionnement des techniques modifient rapidement le visage de la société et influent sur la condition humaine ; c'est que le ministère des Loisirs sera bientôt aussi important que le ministère du Travail. Aussi les jeunes doivent-ils s'armer, non seulement pour gagner leur vie, mais aussi pour vivre la vie de l'esprit, pour conserver et interpréter la hiérarchie des valeurs spirituelles dans leur milieu. En bref, la meilleure et la plus sûre formation reste aujourd'hui, à mon avis du moins, la formation générale permanente et la formation spécialisée en deux ou trois branches du savoir.



Finis les fantômes

par Georges Allaire

Dans ma jeunesse [j'ai présentement 31 ans], l'on m'avait appris à chanter « O Canada [on voulait dire « O Canada français », c'est-à-dire « O Québec »] terre de nos aïeux... ton histoire est une épopée ». Et l'on m'avait assuré qu'il était important que « je me souviens ». Car j'avais à respecter « Notre maître le passé » et à me rendre digne de l'héritage de ce Français enraciné et poussé en sol d'Amérique sachant « porter l'épée », « porter la croix ». J'étais embarqué à la suite de héros, j'étais de l'étoffe de héros, j'étais leur représentant actuel.

Puis un jour je suis parti à la rencontre de ces héros. J'ai vu Dollard dans son fortin qui tenait tête aux Iroquois. Certains m'ont dit qu'il était parti au devant d'eux pour protéger la colonie naissante. J'imagine qu'un tel acte d'abnégation n'est pas contraire à l'humain. D'autres lui attribuent un projet plus mesquin : celui de piller les fourrures des Iroquois pour son profit personnel. Ce que je sais des hommes me permet de croire que cela aussi est possible. Quand je l'ai rencontré, Dollard venait d'être cerné par le bataillon de guerriers indigènes que sa bravoure ou son imprudence l'avait fait rencontrer. Vint le moment où il bourra un mousquet de poudre pour le lancer sur l'ennemi. Je lui ai dit alors : « Dollard, j'ai lu le bouquin. Je t'avise de choisir une autre trajectoire pour lancer ta bombe. Par ici, tu vas heurter cette branche et le pétard va vous sauter à la figure. » Mais il ne m'a pas écouté ; il a lancé son mousquet, celui-ci a heurté la branche, est retombé dans le fortin, a blessé une partie de la garnison et ce malheureux contre-temps leur a tous coûté la vie et la chevelure. J'ai au moins eu la consolation d'apprendre que les Iroquois abandonnèrent l'idée d'attaquer la colonie cette année-là.

Je me suis avisé que Montcalm pourrait tirer profit de mon expérience, car après lui l'irréparable serait fait. Après lui, les Anglais ne retourneraient pas à leur village ; ils garderaient la colonie. C'est pourquoi je me suis empressé à conseiller Montcalm de renforcer ses troupes

sur la rive sud face à Québec. « Si Wolfe y met le pied, il va pouvoir canarder la ville avec facilité et bruler Québec sans y débarquer ». Mais Montcalm ne m'a pas écouté et Wolfe, qui avait peut-être eu vent de ma suggestion, accomplit ma prédiction. Alors je revins à la charge. « Montcalm, lui dis-je, au moins tâche de garder l'accès aux Plaines d'Abraham. Une distraction et tu vas avoir les Anglais dans les jambes. » En vain. Wolfe débarqua, monta, nous fit face. Dans un effort suprême, je tirai Montcalm par la manche et lui criai dans l'oreille : « Attends les renforts. Attends Lévis. Attends les gars de Trois-Rivières. Les Anglais sont coincés sur les Plaines. Vous n'en ferez qu'une bouchée. De leur côté, ils ne peuvent prendre Québec d'assaut. La ville est trop bien fortifiée. » Mais Montcalm n'en fit qu'à sa tête, lança ses troupes à la course, récolta une balie fatale et une défaite. C'en fut fait.

Alors je me suis hâté à Battoche. Je me suis dit que Louis Riel méritait quand même un coup de main. Si les Français de l'Est n'avaient pas su m'entendre, les Français de l'Ouest seraient sans doute plus sages. Ils ne se réfugieraient pas derrière la sagesse importée d'Europe. Leur mélange de sang blanc et indigène saurait les rendre plus prudents et avisés en matières du nouveau monde. Les Anglais approchaient déjà, mais l'encerclement ne faisait que commencer. J'obtins l'entrevue désirée avec Riel le Rebelle, Riel le Libérateur des Métis, Riel l'espoir du français de l'Ouest. « Louis, me suis-je permis de l'appeler. Je te prie de ne pas te laisser enfermer dans Battoche. Ce serait suicidaire. Écoute ceux de tes hommes qui te conseillent la guerre de guérilla à la guerre rangée. Tes gars ne connaissent rien à la guerre de siège, mais ils sont imbattables sur leur propre terrain. Une apothéose dans un bain de votre sang est un non-sens irresponsable. On ne vit pas pour l'honneur de mourir sous les balles. On vit pour construire sa paix, même par les balles. » Mais Louis avait étudié sous des maîtres formés aux gloires d'Europe. Il n'a pas voulu comprendre. Je l'ai quitté lorsque les dernières batteries

anglaises étaient mises en place et que la souricière se fermait définitivement sur ce petit peuple du Centre de l'Amérique du Nord. Ils moururent sous les balles ou pendus.

Je vous ai raconté mes interventions dans l'histoire militaire des miens. Vous connaissez sans doute des tournants identiques de notre histoire culturelle, politique, économique et religieuse. Car le « Je me souviens » est impératif, n'est-ce pas ? J'imagine que vous avez fait, vous aussi, le retour dans la gloire et la déchéance historiques et que vos conseils n'ont pas été entendus par ceux que vous aimez tant. Mais, que diable, comment comprendre ce comportement de somnambules, ce déterminisme d'hommes que l'on voudrait tant aimer ?

J'ai voulu rencontrer des hommes. Et pourtant jamais ils n'ont réagi en hommes. Ils ont sans cesse posé les mêmes gestes. Ils ont produit tout aussi mécaniquement leurs grandes œuvres que leurs grandes bêtises. À croire qu'ils n'habitaient plus leur corps. À croire qu'ils jouaient une comédie sans la vivre.

Vivre ? Voilà peut-être la clef de l'énigme. Car ils sont bel et bien morts. L'histoire est bel et bien un tombeau aux chairs dévorées, aux os effrités. L'histoire est une fresque, un paysage de fantômes, des ombres projetés à l'écran alors que les acteurs sont partis. Inlassablement nous interrogeons l'écran. Inlassablement nous appelons les morts. Mais toujours la machine nous répond : « Ce que vous venez de voir est une reprise. Il n'y a plus personne ici. » Je veux interrompre mon interlocuteur : « Mais, dis-je, ... » et mon élan est coupé par la suite du monologue : « Ceci est un enregistrement. » Et j'assiste impuissant au ronronnement de la voix monotone qui reprend : « Ce que vous venez de voir est une reprise. Il n'y a personne ici. Ceci est un enregistrement. Ce que vous venez ... »

« Alors Louis, alors Montcalm, alors Dollard, vous ne m'entendiez pas ? Vous n'étiez pas là ? » Mais je

m'arrête. À quoi bon continuer de leur parler. Ils ne sont pas. Je parle à des souvenirs, à des symboles de réalités qui ne sont pas. Pourquoi interpellier Louis Riel lorsque je sais qu'en aucun lieu de ce monde il n'existe de Louis Riel. Aussi bien m'amouracher d'un personnage de roman. Il n'y a pas plus de Louis Riel qu'il n'y a de Roger Marier, ce personnage du roman que je ne terminerai peut-être jamais et qui n'existera pas plus même si je le termine sinon comme des taches d'encre sur du papier et des images que je m'invente moi-même.

Je regarde le passé. Je regarde mes amours de jeunesse. Je regarde ces héros. Puis je tourne la tête et vois une simple pellicule de film déroulant une suite d'images mortes et figées devant une lumière qui projette sans cesse les mêmes ombres sur le mur. Ils ont vécu ? Mais oui. Mais il ne sont pas. Et je sens alors l'absurdité de mes mouvements de joie ou de colère devant leur fortune ou leur infortune. Je pèse le vide que fut et qu'est encore mon amour des fantômes. Je découvre la vacuité de mes élans vers le néant. J'embrasse un héros, et dans mes bras il n'y a que taches d'encre et pellicules usées.

Le passé est un souvenir et le souvenir est une absence, un rien que l'on retient par l'impression superficielle que son geste a une fois laissée. Je crois le suivre et suis seulement une trace figée dans le ciment. Cette trace est vidée du pied qui est passé par là. Ce pied n'est plus. Et je demande à ce vide de me remplir, de me faire vivre ?

Elle est absurde cette phrase qui nous invite à « être fidèle aux Patriotes de 1838 ». Car ils ne sont pas. Notre fidélité peut aller à quelqu'un, pas à rien. Autant être fidèles aux légions romaines. Autant se suicider parce que Hamlet est mort sur papier. Ou, si je veux trouver un sens à cette phrase, il sera le suivant : « Soyons fidèles à cette valeur en nous qu'avaient reconnue les Patriotes de 1838. » Alors ma fidélité n'en sera pas une envers eux mais envers moi. Et finalement les Patriotes ne me donneront pas un sens qu'ils n'ont plus. C'est moi qui

ferai revivre leur symbolisme. C'est moi qui leur donnerai un sens, qui donnerai un sens aux souvenirs qui nous restent d'eux, vu qu'eux-mêmes ne sont pas.

Fidélité au passé ? Oui, tant que le passé est encore notre présent. Sans quoi notre passé n'est rien. Fidélité à la langue si je la parle ; si elle est moi. Fidélité à la croix si elle existe ; si elle est ici.

Alors que vaut l'histoire ? Que valent les hommes ? Car je suis un homme. Je serai histoire. Mes gestes d'aujourd'hui, les mots que j'écris présentement volent vers le passé, sont périmés au moment où tu me lis. Que je sois mort ou que je vive encore, je ne les habite plus. Car ou je ne suis plus ou je vis ailleurs à d'autres préoccupations. Que vaut donc ce temps que je passe qui n'est pas le même que tu passes, qui est dépassé par celui que tu passes ? Qu'est-ce que je vaudrais dans cette histoire ?

Je vais te dire ce que j'en pense. Mon passé ne vaut rien s'il ne t'est pas utile d'une façon ou une autre. Ce temps que je perds (je ne peux le retenir) n'existe plus à mesure qu'il passe. N'essaie pas de le rattraper. Tu ne le peux pas plus que moi. Il est mon geste éphémère et je ne gagnerais pas à m'y rattacher. Je partirais avec lui. Mais si son signe, son symbole, son effet t'atteint, alors qu'il te fasse du bien ou qu'il te laisse tranquille. En fait, il ne peut rien par lui seul. Aussi c'est à toi de le ramasser, de lui donner vie en colorant la tienne de son message. Et si ce message ne t'apprend rien, ne te divertit pas ou ne t'aide pas, laisse-le à la mort qu'il est. L'histoire est uniquement fonctionnelle pour nous. Si certains se révoltent contre le carcan de l'histoire, c'est parce qu'ils ont cru qu'on voulait les mouler à la mort, les lier à des cadavres plutôt que leur donner des instruments relatifs à leur bien personnel et vivant. Tous nos gestes et actes sont ceux de notre vie et prennent valeur et profondeur à notre vie. Lorsque nous les avons quittés, ils ne vivent plus et n'ont de valeur que s'ils aident d'autres vies en s'asservissant à celles-ci.

Mais nous-mêmes ? Ne serons-nous pas aliénés d'être ainsi réduits au rang de la fourche, du cerveau électronique ou de l'oubliette, après notre départ ? N'est-ce pas insulter Léonardo da Vinci ou Jean XXIII ou le camarade Lénine que de proclamer l'absurdité du culte de leur souvenir ? N'est-ce pas ravir leur valeur, la valeur de leur vie ? N'est-ce pas ravir la valeur de notre vie qui bientôt s'éteindra comme la leur ? Je ne le crois pas. Je ne crois pas que j'y gagnerais d'être réduit à l'état d'amulette, de porte-bonheur révérend et impuissant. Non, je n'aime pas le souvenir de Léonardo da Vinci ; je n'accepte pas de vivre ce souvenir. J'en accepte uniquement ce qui me plaît ou m'est utile. J'ose ajouter, mais il faut me comprendre : je n'aime pas le souvenir de mon père qui fut. Je ne vis pas pour ce souvenir. Son souvenir me plaît et m'est utile, mais je ne suis pas relatif à cette ombre. Et je ne voudrais pas qu'on le fut à la mienne lorsque je ne serai plus dans l'histoire palpable.

Si j'aime toujours mon père, c'est parce qu'il vit actuellement. Si je désire qu'on m'aime après ma disparition d'ici, c'est parce que je vivrai alors et serai, si j'ose dire, sensible à votre amitié. Et si je dois aimer Montcalm ou Lévis ou le docteur Allaire qui fut Patriote des années 1830, c'est parce qu'ils existent actuellement. Leurs actes et paroles passées me sont peut-être utiles, agréables ou pénibles comme souvenirs ou comme mots d'ordres que je peux vivifier pour nous-mêmes, mais leur présence m'est valable uniquement s'ils vivent actuellement, si je les aime en réalité et non en fiction.

Alors, si je les aime réellement, je prie pour eux, je prie avec eux, je les prie. Comprenez-moi. Si le mot vous choque, n'en gardez que le contenu. Je leur parle en esprit. Je veux leur bien actuel. Je leur veux un présent heureux. Il peut être amusant d'évoquer le passé et l'état qu'ils ont connu. Mais il est important de vivre la vie, donc le présent ; moi le mien, eux le leur. Et avec eux, ce présent ne se vit que dans la transcendance qu'ils habitent. Je les sais introduits dans la Grande

Histoire, l'histoire auprès de laquelle celle-ci n'est que l'ombre bien que la préparation, bien que le temps de l'option. Il me semble que ce comportement est le seul qui soit à la hauteur des hommes, le seul qui récupère les personnes, qui nous récupère. Toute autre affection n'est que baiser posé sur la pellicule usée.

J'irai plus loin : je rejoins mon père et ceux dont le souvenir me rappelle la présence actuelle, dans la Vie sans temps, sans passage, sans passé, Jésus-Dieu, qui a posé un geste dans notre histoire, qui a laissé un enseignement et un exemple fonctionnels, mais qui Est toujours de sorte que si je l'aime, j'aime la Vie actuelle et non un souvenir ou un fantôme. C'est en Lui que notre Maître le passé est le Maître Actuel.



Impressions de Rome

par Jean Genest

Il fut un temps, après Chateaubriand et Veuillot, où tous les ambassadeurs de France et les écrivains à la recherche d'inspiration écrivaient, à leur retour de Rome, quelques pages fort raffinées sur les charmes ou les ocœurs de Rome. Ils publiaient ensuite dans la Revue des Deux-Mondes ce qui devenait un morceau de choix pour une anthologie rêvée ou un chapitre remarquable de Mémoires qui, telles que prévues, seraient laissées inachevées. Mon but est tout autre : il s'agit moins de me présenter que de dire ce qu'est Rome en 1975.

Rome, autrefois, occupait une place unique et prééminente dans la pensée de nos pères. Aujourd'hui l'avion, en mettant toutes les capitales du monde à la portée de nos désirs et de nos pas, a comme enlevé à Rome ce qu'elle pouvait avoir d'unique. Que de capitales ont quelque chose d'unique à offrir, comme Jérusalem, Istanbul, Athènes, Londres, Paris, Madrid, Washington, etc. De plus la chute accélérée et spectaculaire des forces spirituelles de l'Europe et le rôle historique plus restreint du christianisme dans le développement et le gouvernement des peuples, ont enlevé à Rome quelque chose de sa prééminence.

Toutefois, en 1974, Rome conserve, entre toutes les villes du monde, une importance qui ne le cède à aucune. Cinquante-cinq millions d'Italiens la considèrent comme leur grande capitale où le pouvoir civil est objet de hautes passions et de profondes inquiétudes pour tous les foyers. Six cents millions de catholiques y sont rattachés par les fibres les plus puissantes de leur foi et de leur intelligence de la vie : sans Rome que serait notre foi concrète ? Plus d'un milliard de personnes, voyant le monde menacé par le matérialisme dialectique ou pratique, se tournent vers Rome, à la recherche d'une unité spirituelle perdue pour que le monde ne perde pas irrémédiablement son âme. Quand une ville joue tous ces rôles à la fois, elle ne devient pas seulement importante dans l'histoire du monde mais nécessaire à sa cohésion et à son développement.

Ce rôle extraordinaire de ferment et de principe unificateur des forces spirituelles trouve son explication dans la présence de trois Rome qui se superposent ou se juxtaposent dans cet espace vital entre les Apennins et la Méditerranée où tant de fois, dans l'histoire, s'est jouée la destinée de l'Europe et, par là, du monde entier. Ces trois Rome sont la Rome historique, la Rome de la Renaissance et la Rome moderne. En parcourant ses rues, le voyageur passe sans cesse de l'une à l'autre et il se crée dans son esprit un écheveau de périodes et de dates qui peut entraîner la confusion si nous n'y mettons pas de l'ordre.

I — La Rome historique

Je ne suis pas un archéologue ni un voleur de tombes mais une certaine érudition par les livres et les albums, ainsi que par la visite du superbe musée de la Villa Giulia, entre autres, m'a permis de prendre contact avec le monde étrusque. Déjà six siècles avant Jésus-Christ, ce peuple, prédécesseur des Romains, avait atteint une expression sculpturale et picturale vraiment extraordinaire. On peut même se demander si les Grecs ne leur ont pas emprunté des techniques et des formes au moins autant qu'aux Égyptiens. Les Étrusques sont l'étonnement des chercheurs de civilisations disparues. Comment expliquer leur présence et leur art si spontané en sa floraison ? Cela nous fait entrer dans les obscurités historiques car s'ils ont laissé des œuvres, ils n'ont à peu près pas laissé, au contraire des Égyptiens et des Hittites, d'histoire. Ils ont créé puis se sont amalgamés aux voisins.

Les Latins ou Italiques sont, comme les Étrusques, les Sabins, les Samnites, des tribus qui proviennent du grand tronc indo-européen et qui errent à la recherche d'un endroit d'implantation. Ce serait vers l'an 1000 avant Jésus-Christ que les Romains se seraient installés dans cette magnifique plaine marquée de collines suffisantes à la défense. Les anciens volcans des monts Albans qui

ont laissé par endroits jusqu'à cent pieds de lave maintenant durcie, se sont apaisés et la fertilité des terres assure un bonheur pastoral.

Les Romains qui ont tout emprunté à leurs voisins surent améliorer et donner des dimensions colossales à ce qui n'était qu'une timide inspiration. Nous savons ce qu'ils ont fait avec l'arche, la voûte, le dôme, le chemin, le pont, la peinture, la sculpture, la mosaïque, le sarcophage, la statuaire, la colonnade, l'architecture, etc. Ce peuple n'a pas été créateur comme les Étrusques, les Grecs, les Chinois, mais il a plutôt eu le sens de l'organisation et le sens de la grandeur. Il triomphera avec l'armée, le gouvernement impérial, la législation, le spectacle, la logistique de l'économie.

Quand vous visitez la vingtaine de grands musées que détient Rome, sans compter les musées privés (Colonna, Farnèse, etc.), vous restez surpris de voir le nombre de « copies » : il s'agit d'une statue « d'après Praxitèle » ou quelque chose du genre. Quand Néron veut orner sa nouvelle ville dorée, il commande qu'on « prenne » 500 statues au sanctuaire de Delphes (Grèce) mais il ne lui vient pas à la pensée de les commander à des artistes romains et par là de favoriser leur esprit créateur. La clientèle romaine, assez conservatrice en matière d'art, ne pensait que selon le canon grec.

Faut-il en rester avec cette note négative ? Ce serait ne rien comprendre à Rome ? Si nous ne leur devons la « création » que d'un très petit nombre de choses, nous leur devons la *diffusion* et, par là, la permanence d'un grand nombre d'institutions que nous prenons pour acquises et qui sont caractéristiques de notre civilisation occidentale. Ce sont les promenades à Rome qui nous les révèlent. J'en énumère quelques-unes : les palestres ou les thermes qui étaient des lieux de réunions autant pour les philosophes que pour les athlètes, quand ils n'étaient pas les deux à la fois ; les amphithéâtres ou colisées pour les divertissements de masse ; les cirques pour les courses de chevaux (l'empire anglais n'a rien

inventé !) ; les théâtres non seulement, comme les Grecs, pour leurs nationaux et leurs colonies, mais pour tout l'empire, depuis Nîmes jusqu'à Césarée ; les édifices gouvernementaux avec la bureaucratie qui, déjà, commençait à devenir encombrante et impersonnelle ; les chemins qui ont plus de mille kilomètres et qui, en favorisant les communications, obligent à multiplier les ponts, les passes et les camps stratégiquement multipliés qui deviendront souvent des villes importantes ; un besoin de multiplier les œuvres d'art comme objet de consommation à la fois pour la maison privée comme pour la vie publique. L'invention du ciment, l'utilisation du marbre, le commerce international, l'organisation du trésor public, et mille autres aspects, nous montrent ce que notre monde leur doit.

Le centre de Rome est rempli des ruines de l'empire romain. Pas un édifice, à la recherche de fondations solides, qui ne découvre une colonne, une statue ou quelque autre « témoin » du monde romain. Combien de banques, d'édifices publics et même de maisons privées, arborent une frise, une statue, une mosaïque qui, découverte, est devenue bien privé, constituant, pour le touriste actuel, les surprises de Rome. Ce monde ancien nous hante et nous envahit. Mais il faut avouer que « la Rome antique » finit par créer des problèmes à la Rome nouvelle ! Ces immenses excavations demeurent des *trous* que les rues modernes ne peuvent traverser, elles les contournent d'où une congestion du trafic, une impossibilité de construire ou de rénover au cœur même de Rome qui, parfois, devient un héritage lourd à porter. Rome, à s'étendre trop, devient pour les émigrants et les classes plus déshéritées, une ville difficile à vivre. Il y a bien le fameux soleil de Rome mais l'infrastructure urbaine et les communications de surface laissent à désirer. Qui ne connaît pas le trafic de Rome, n'a rien vu ! On dit que Mexico s'en rapproche mais je crois que c'est calomnier Mexico !

Tous ceux qui ont fait leurs humanités classiques peuvent, en circulant dans les ruines, rêver à César, Cicéron, Virgile, Tacite mais ce sera pour verser deux pleurs de plus en plus inutiles : le premier sur la mortalité des civilisations et le deuxième sur la mortalité de la culture classique telle que pensée par nos bureaucrates du ministère québécois de l'Éducation.

Bien davantage seront émouvantes pour nous les ruines chrétiennes, celles des catacombes qui entourent Rome et celles du tombeau de saint Pierre, sur lequel avait été construite d'abord la basilique constantinienne (vers 320) et sur lequel s'élève maintenant la basilique de Bramante, Michelangelo et Bernini. Ces ruines chrétiennes ont un autre sens : elles nous montrent que les membres de l'Église passent mais que l'Église demeure. Poussières sous l'Église, fastes et marbres sur la surface, peu importe car ce n'est pas tellement la mort qui est étonnante que la vitalité même de la semence évangélique.

Une visite à ces sources chrétiennes s'impose au pèlerin de Rome. En nos temps où tant de gens perdent la tête parce qu'ils ont perdu contact avec leurs racines et leurs origines, il est bon d'opérer un ressourcement et de prendre conscience de la continuité que chacun de nous incarne. Quelque fidélité est le seul remède au chaos intérieur de l'âme contemporaine. La Rome antique finit donc par une sollicitation au service et par une présentation des valeurs qui demeurent.

II — La Rome de la Renaissance

Il s'agit d'une Rome qui contient au plus 100,000 habitants, entre 1500 et 1650. Une Rome extraordinaire par la concentration des génies, des saints et des grandes œuvres. La France a connu une période aussi féconde de l'esprit créateur quand, au douzième et au treizième siècles, elle a comme explosé en cathédrales et en universités. Mais au seizième siècle, c'est le tour de l'Italie où tout a commencé à Venise, Florence, Sien-

ne, pour se concentrer à Rome comme en un feu d'artifice qui fait encore l'émerveillement du monde. Cette Rome ne cesse d'être photographiée pour donner une certaine fixité aux souvenirs qui demandent à ne pas périr. Si l'on additionnait tous les « clics » des caméras promenées par les touristes de Rome, nous aurions un bruit semblable à celui d'une mini-bombe atomique. Là où le Canadien se promène avec une modeste caméra Kodak, le Japonais arbore une Yashica et une Nikon, auxquels l'Américain ajoute une Polaroid, « afin de ne rien manquer » comme il répète.

Que faut-il d'abord visiter dans cette Rome de la Renaissance ? Saint-Pierre-de-Rome, évidemment, attire comme un aimant sur la limaille. C'est peu à peu, par comparaisons répétées, que le touriste arrive à prendre conscience de l'énormité de ce monument et du travail artistique qui l'affine. Vous croyez voir un tableau aux dimensions royales ? Regardez bien, c'est une mosaïque, œuvre d'un maître. Vous intéressez-vous aux proportions ? Regardez bien alors les deux angelots qui soutiennent un bénitier de l'entrée, à droite : n'ont-ils pas au moins six pieds chacun ? Puis regardez les touristes qui déambulent sur la promenade à la base du dôme principal : ne ressemblent-ils pas à des pygmées ou à des fourmis pénétrant une ruche des champs ? Pour voir Rome entière, montez-vous sur la terrasse de la Basilique ou encore mieux, montez-vous sur le dôme même, vous atteindrez une hauteur qui vous surprendra. C'est alors seulement que vous répéterez à mi-voix cette phrase du Guide Michelin : « Berceau des civilisations chrétienne et occidentale, Rome est la cité du monde la plus riche en chefs-d'œuvre ». Ces mots commenceront alors à prendre un sens !

Un sens qui ira à l'émerveillement dès qu'on passe aux différents musées du Vatican, dont la Chapelle Sixtine, les Chambres de Raphaël, le musée Pio-Clémentino et la Pinacothèque. (Il ne faut pas manquer les salles égyptiennes). Le Jugement Dernier par Michel-Ange, ses

neuf grands panneaux sur la Création, la Dispute du Saint-Sacrement et l'École d'Athènes par Raphaël restent des chefs-d'œuvre de tous les temps. Faut-il ajouter cependant que si la visite personnelle est obligatoire, c'est encore dans les grands albums de luxe que ces peintures nous donnent le plus de satisfaction, parce que plus près de nos yeux et parce qu'aucun guide ne nous dérangerait. Aux guides il faudrait conseiller de passer de courts commentaires imprimés, d'être les gardiens du silence et de ne répondre qu'aux questions individuelles !

Les tapisseries, j'en ai soupé ! On dit que Madrid, si elle mettait les siennes bout à bout, en aurait pour quatorze kilomètres. La France en a partout. La Turquie en a dans toutes ses mosquées. Trois choses me paraissent plus remarquables : la salle des cartes géographiques, la salle des manuscrits et l'ensemble des arts dits mineurs. Parcourir avec attention les différentes cartes géographiques nous permet de comprendre comment l'Europe voyait naître le visage des différents continents du monde : que d'expéditions, que de mesures, que de sciences se sont développées à partir des besoins astronomiques et géographiques ! Que d'instruments ingénieux ont servi à guider les hommes pour prendre possession de leur Jardin ! Déjà nous commençons à le trouver trop petit mais, toutefois, cela ne fait *vraiment* que trois ou quatre siècles que nous en connaissons les dimensions.

Dans la salle des manuscrits, nous voyons le plus grand nombre d'incunables au monde. Que de génies y ont leur œuvre avec leurs corrections marginales. J'ai été heureux d'y voir comme des « brouillons » de Thomas d'Aquin : il raturait, marginalisait, perfectionnait, bref, il m'a fait plaisir quand j'ai pu contrôler que cet écrivain n'était jamais content de son expression et qu'il avait toujours le désir de recommencer sa page ! Ce concert silencieux des grands esprits enfermés là au milieu de leurs profondes pensées est comme un condensé des *fabriquants* de la civilisation occidentale. Les moines ont

recopié de l'Aristote, du Virgile. Dante est présent, comme Bonaventure et combien d'autres. Robert Hutchins, ancien président de l'Université de Chicago et Mortimer Adler, artisan émérite de la grande Encyclopédie britannique, ont cru pouvoir résumer l'évolution du monde occidental en cent vingt-cinq volumes. Or la presque totalité de ceux qui sont antérieurs à l'époque moderne, se retrouvent dans cette salle des manuscrits. Si je ne me trompe, on les retrouve, micro-filmés, à l'Université de Saint-Louis, aux États-Unis, par privilège spécial, afin que l'humanité puisse toujours posséder une copie de ces grands chefs-d'œuvre de la pensée. Saluts et révérences à l'intelligence humaine. À cette inlassable recherche de la vérité.

Il n'y a pas une salle spéciale réservée aux bijoux mais partout, nous rencontrons de ces merveilles miniaturisées que sont les objets plus familiers, comme les bijoux (colliers, bagues, bracelets, insignes) ; les tabatières ; les tables ornées de pièces d'onyx, de lapis-lazulis, de topazes ; les horloges indiquant l'heure suivant tel ou tel astre ; les vases en malachite ; les miroirs sculptés, argentés, à myriades de facettes ; les chaises de tous les styles, à petits points et parfaitement inconfortables ; les lits à baldaquins, à rideaux, surélevés, boursofflés et parfaites glacières pour personne royale es-seulée durant les mois d'hiver. Les Italiens sont passés maîtres dans cet art, tout fait de goût, de précision, d'équilibre et de compétence dans le maniement des matières précieuses. Artistes, ils vous présentent un camée entouré d'or ou un pendentif à torsades et l'objet n'a pas de prix : celui qu'ils vous indiquent, n'est là que pour offrir une base à une mutuelle satisfaction. Ah, les gredins ! Mais quelle beauté !

La Rome de la Renaissance c'est beaucoup plus que cela : elle est partout dans Rome sous la forme de basiliques, de palais, de « piazzas » et de quartiers entiers figés dans leur moment de gloire. Des basiliques et des palais, qu'y a-t-il à dire ? Qu'ils sont nombreux, qu'ils

sont très beaux, qu'ils sont à visiter. Très bien : je le dis. J'ajoute aussi que les basiliques sont immenses, froides, vides, emmaillottées de marbres et de mosaïques. À part l'aspect historique et l'aspect musée, elles sont devenues à peu près inutiles et plutôt encombrantes dans le sillage du Concile Vatican II qui demande une Église moins triomphaliste, plus pauvre, plus au service du peuple de Dieu. Beaucoup de palais justifient leur existence comme musées publics ou privés mais ils sont inadaptés à notre temps et les impôts fonciers menacent leur existence même. Qui aujourd'hui veut d'un éléphant blanc ?

Beaucoup plus intéressants, quoique créant problèmes, les quartiers centraux de la ville, comme le Champ de Mars, le Transtevere. Dans une des grandes boucles du Tibre, comme dirigée en pointe vers le Vatican, il y a le quartier du Champ de Mars. Tout touriste en a peur mais sans raison. Les « rues » ont été tracées pour deux charrettes : pour nous elles sont des ruelles ou des corridors. Mais elles sont remplies d'une vie surprenante, remplies de surprises. Ici c'est le Panthéon qui devait recevoir la dépouille de l'empereur Hadrien mais qui, aujourd'hui, garde les restes des rois d'Italie et la tombe de Raphaël. Là c'est la Place Navona, toujours débordante de gens, qui est située sur l'endroit même du Cirque de l'empereur Domitien. Magasins d'antiquités réputés voisinent les épiceries, les cafés-bars, les « trattorias » (restaurants populaires), les restaurants, les bijouteries, les vendeurs de journaux. Bref on y trouve de tout, à condition d'y flâner. L'ocre des maisons s'est défraîchi, les tuiles ont grisonné, une teinte vieillotte imprègne le tout, mais quand le soleil pénètre ces petites rues étroites et silencieuses (pourtant quel refuge de matous et de chattes qui vivent plutôt la nuit que le jour !), quand les gens y circulent dans toutes les directions tâchant de ne pas se faire happer par une Fiat rapide ou une bicyclette surchargée, alors tout devient gai. Les maisons ont un style personnel. Les rues courbes donnent des points de vue qui sont une fête de l'œil

pour les photographes. On ne s'y perd jamais car tout débouche sur tout. C'est la vie populaire telle qu'on la vivait au 16^e siècle et telle qu'elle continue dans une Rome qu'on dit immortelle quand on veut simplement dire qu'elle ne change pas !

Un des charmes de cette Rome-là, ce sont les fontaines, justement célèbres. Il y a la Fontaine de Trévi où tous les amoureux du monde ont rendez-vous ; la Fontaine des Fleuves à la Place Navona, dominée par un obélisque égyptien, la Fontaine de la Piazza del Popolo, la Fontaine du Triton. Il n'y a pas de « piazza » un peu renommée qui n'ait « sa » fontaine, ses dauphins, ses dieux mythologiques et ses eaux cascadantes. Comment ne pas aimer toute cette Rome complexe, à la fois pauvre et luxueuse, pleine de souvenirs et pleine d'une jeunesse remuante, remplie de gloires assagies et mornes mais aussi remplie d'affiches révolutionnaires et de slogans politisés. Toutefois j'aime signaler ici qu'en traversant le Pont Garibaldi, vous pourrez lire en lettres blanches d'un mètre de hauteur, sur le quai de l'*Isola Tiberina*, cette petite île qui occupe le milieu du Tibre brun : « Angela, te adoro ! » — « Angèle, je t'adore ! » Ce cri est profondément romain, même italien, et s'il n'est pas de la Renaissance, il est de la Rome actuelle qui vibre, comme hier, autant à l'amour qu'à la révolution ! Mais remarquez bien, c'est toujours l'enlèvement des Sabines qui continue sous des mots différents !

III — La Rome moderne

Un jour, sur la merveilleuse petite place du Campidoglio, dessinée par Michel-Ange en 1538, je voyais un rassemblement compact où les orateurs, avec des haut-parleurs à puissance illimitée, vociféraient contre l'inhospitalité des « autorités » à loger convenablement les immigrants qui, des différentes parties de l'Italie, venaient à Rome pour y trouver du travail. Une autre fois, sur la Via Vittorio Veneto, c'est une manifestation, avec pétition monstre, contre la hausse des prix de l'électricité.

Finalement j'assistai au défilé de 20,000 partisans du parti communiste demandant du travail et un salaire qui tienne compte du coût de la vie. Logement, inflation et chômage, voilà en résumé les trois plaies de la Rome actuelle, les trois principales. Elles forment la base de toutes les revendications ouvrières et la force d'attraction des partis de gauche ou de droite ou du centre.

Mais si tout le monde s'entend sur les objectifs, pourquoi n'y a-t-il pas de changements et d'améliorations ? Tous les partis multiplient les affiches politiques. Les unes sont simplement subversives ou pornographiques ou scandaleuses, ne faudrait-il pas les arracher ? En Italie on ne s'en fait pas pour si peu, on attend l'espace d'une nuit et une autre affiche a recouvert la précédente. Un beau jour, à cause du froid et de l'eau, les affiches qui atteignent maintenant une certaine épaisseur, se décollent et sont ramassées comme détritiques. Inlassables, d'autres activistes remettent des affiches et le cycle continue. Mais rien ne changera-t-il jamais ?

Après avoir connu la prospérité de l'après-guerre, voici l'Italie aux prises avec l'inflation ou même la récession économique. Le chômage augmente. L'État et les municipalités se sont endettés et, au prix où monte le seul intérêt, il est évident que rien de grand ne peut être entrepris. Ajoutez à cela le problème du pétrole. Les entreprises Fiat ont dû renvoyer 100,000 ouvriers, les autres travaillent à mi-temps et tout le monde industriel se demande comment payer le fameux pétrole dont tous les pays industrialisés sont complètement dépendants. Bref, l'Italie a une dette de treize milliards ; le seul intérêt de cette dette approche le milliard par année ; finalement, durant 1975, on prévoit que la dette augmentera d'un autre deux milliards pour payer le pétrole. Combien de temps l'Italie pourra-t-elle continuer à ce jeu ? Ou elle déclare banqueroute et c'est la pagaille dans l'univers, ou elle tombe sous la quasi tutelle du Marché Commun et ce n'est qu'un répit avant la pagaille ! Alors que peut faire la Rome moderne pour affronter le chô-

mage, le coût élevé de la vie et le logement où il faut à la fois remplacer les taudis et créer de nouveaux espaces pour les familles qui arrivent de partout ? Ou faudra-t-il accepter les « favellas » romaines ?

Tout cela n'est pas gai. Pourtant Rome, dans ces difficultés, détient une clé. Même si les usines doivent diminuer leur production, le tourisme, lui, peut devenir une poule aux œufs d'or. Ainsi, pour l'Année Sainte, Rome attend au moins cinq millions de touristes, ce qui représenterait pour tous les services concernés une pluie d'un milliard de dollars, sans compter ce que peut recevoir le reste de l'Italie. La paralysie du Nord aurait été quelque peu compensée par l'appel du Centre. Rome reste un phénomène du monde moderne : elle est restée un des plus grands centres de pèlerinages au monde. Que personne ne s'y trompe : c'est la personne même du Pape, comme vicaire de Jésus-Christ sur la terre, qui attire les foules. Je me rappelle, en 1968, avoir vu Paul VI, à Bogotà, au milieu d'une foule en délire de deux millions de personnes. Cela est prodigieux. À Rome c'est la même attirance religieuse qui attire et, par là, Saint-Pierre-de-Rome reste un des plus grands centres spirituels du monde, sinon le plus grand par l'ensemble des masses qu'il fait se mouvoir.

Aujourd'hui Rome compte plus de 3,000,000 de personnes. Elles sont installées dans une plaine magnifique à peine ondulée. À quelque cinquante kilomètres, elles jouissent de la plage sur la Méditerranée, le Lido di Roma et à une cinquantaine de kilomètres dans l'autre sens, elles ont la fraîcheur de la montagne et les paysages pastoraux tant vantés par Horace et Virgile.

Capitale de l'Italie, Rome est avant tout une ville de fonctionnaires, une ville de longues traditions mais où doivent aboutir tous les conflits, tous les intérêts importants. Rome devient par là la ville des rumeurs bien plus que la ville des industries : elle fabrique des « bruits ». Tout le monde y pige, depuis les ambassadeurs les plus huppés jusqu'aux plus modestes agents secrets au ser-

vice des gros contrats. L'art millénaire de la politique a rendu cynique et indulgent, vif à comprendre les combinaisons et les compromis. À ce point de vue, Rome, et peut-être Paris, reste un des rares points du monde où les gens ne sont pas victimes des pressions exercées par les mass-média !

Rome demeure la ville des petits métiers artisanaux. Tout le monde travaille quelque chose. Partout on découvre quelque échoppe, depuis celle où l'on « fait » de l'antique, des vêtements, des objets de cuir, d'onyx, de verre, d'albâtre, de marquetterie etc, qui ensuite se répandent dans toute l'Italie. Naples, cependant, semble exercer un quasi monopole sur les camées et la maroquinerie, Florence domine les cuirs de grand luxe.

L'observation des vitrines de boutiques occupe donc une bonne partie du temps des touristes éparpillés le long du Corso, de la Via del Tritone, Veneto ou Vittorio Emanuele. Les promenades conduisent au sommet de la coupole de Saint-Pierre, au Pincio, au mont Janicule, où les paysages de Rome sont de toute beauté. Quand le touriste veut s'arrêter, il a à sa disposition d'innombrables cafés-bars avec tables sur les trottoirs pour une conversation ou une observation indéfinies. Puis il rencontrera plus de cinq mille « trattorias » et restaurants à sa disposition. Partout on lui offrira, par décret d'État, un menu touristique d'une valeur d'environ \$3. Parfois le touriste restera sur sa faim ou sur sa soif mais, à moins d'aimer à la folie le poisson et le veau pannés, son repas atteindra facilement les \$7 à \$10 incluant le bon vin d'Italie. Si donc vous venez à Rome, en 1975, hormis d'avoir un voyage-tout-compris, vous devez prévoir pour la pension et l'alimentation, le transport et les pourboires, environ \$30 canadiens par jour. Mais ça en vaut le coup !

Quelqu'un a appelé les autobus « ces chars romains modernisés ! » mais, avec le métro qui est passable, vous pouvez vous déplacer rapidement et économiquement. C'est ainsi que j'ai découvert la périphérie de Rome, les quartiers ouvriers et, surtout, le fameux quartier Europa.

Il s'agit bien plus que d'un quartier. Mussolini, profitant de l'Exposition universelle, avait décidé de « refonder Rome ». Devant l'ampleur d'une réfection de la vieille Rome, il avait décidé de transférer tous les édifices gouvernementaux à 10 kilomètres du centre et de recommencer à neuf, entre la Méditerranée et la vieille Rome, une Rome impériale, à la mesure des temps modernes. Ce quartier est une surprise monumentale : il est construit avec goût et grandeur. Derrière cette initiative, se profile, évidemment, l'idée d'une Rome sécularisée, d'une Rome où la division entre l'État et l'Église serait pratiquement consommée. Ce quartier, bourgeon d'une ville nouvelle, répond aussi aux besoins de l'urbanisme. La vieille Rome est prise comme dans un corset de fer : il est difficile d'y modifier quoi que ce soit mais la nouvelle Rome aurait permis une expansion indéfinie, tout en profitant de toutes les améliorations modernes en routes larges et droites, en stationnement, en chauffage central et en espaces verts pour la promenade ou pour la culture physique. La ville nouvelle a avorté : il en reste un quartier spectaculaire et qui garde des garanties d'avenir.

Conclusion

Rome reste un monde exubérant. Vous le voyez par le trafic où le fait de traverser les rues du centre c'est vous mettre entre la vie et la mort. Vous le voyez aussi dans ce tempérament où, entre ses palais, ses souvenirs grandioses et son sens de l'histoire ou de la durée, tout Romain a quelque chose de l'acteur : il cherche à persuader autant par les gestes que par les mots, il vous « engueule » mais il ne se fâche jamais, il accepte l'inévitable comme si le texte de l'avenir était déjà tout écrit d'avance, il est un inventeur de « troisième voie » et, pour lui, tout dénouement doit toujours être heureux. Il désespère, ou logique, il annonce les catastrophes mais foncièrement il a besoin de vous sourire et de votre amitié. Tout est bien : il ne faut pas s'en faire. Si aujourd'hui est dur, demain aura mille ans !

L'Église, par Paul VI, vient de connaître deux importantes défaites. L'Italie vient d'admettre le divorce et la France l'avortement. Malgré tous ses efforts envers les deux pays les plus étroitement liés au Saint-Siège, pendant plus de mille ans, nous voyons l'Italie et la France prendre leurs distances envers l'Église. Ce n'est plus la morale chrétienne qui fera le fond de leurs législations. Vraiment la chrétienté est terminée : les États refusent l'influence de la morale chrétienne. Ils s'ouvrent à autre chose. Les peuples occidentaux, déchristianisés, ne demandent plus une morale biblique ; ils la rejettent. Nous ne sommes plus en morale païenne mais en morale naturaliste.

Cette profonde sécularisation des masses occidentales qui, après avoir rejeté le dogme, en arrive à rejeter la morale judéo-chrétienne, est un des signes les plus profonds de notre temps. L'influence de Rome a donc baissé : ce n'est plus vers les États ni même vers les élites traditionnelles qu'elle doit tourner mais vers les masses où se trouvent, comme en état de gestation, la croissance des « nouvelles élites ». Tout le style de Rome, quoi qu'il en soit de la jurisprudence et des bureaucrates romains, devra se modifier. Rome sent ce monde entier qui bouge, sous elle, et qui demande à émerger. Plus que n'importe où ailleurs, Rome reste la ville où l'homme acquiert le plus profondément « le sens du monde, le drame des grands tournants ». Des révolutions peuvent venir, des barbares peuvent passer, des États peuvent persécuter, mais à Rome il appartient de préparer les lendemains et d'offrir à tous les peuples de la terre, « jusqu'à la fin du monde », l'Évangile comme la nourriture la plus nécessaire qui soit. « Je serai avec toi », a dit Jésus à Pierre.



INDEX DES AUTEURS ET DES MATIÈRES

Septembre 1974 à juin 1975

(Les chiffres indiquent les pages)

A — TABLE DES AUTEURS

ALLAIRE, Georges :

Le Goéland, par Livingsstone, 170.

Le mort de l'homme, 656.

Fini les fantômes, 849.

ALLEN, Patrick :

Révolution verte, grise ou rouge, 467.

Langue seconde à l'élémentaire, 622.

ANGERS, Fr.-Albert :

Dossier de l'Acte de Québec, 871.

Français : situation de droit, 207.

Français : situation de fait, 287.

ARÈS, Richard :

Synode et droits de l'homme, 368.

Livres (Groulx, Rumilly, Benjamin, Cappon), 519.

Langues dans les écoles du Québec, 535.

La dénatalité, 617.

ASSOCIATION DES PARENTS**C. de Q. :**

Le projet de loi des droits de l'homme, 610.

BEAUPRÉ, Viateur :

Loi 22, franglais ou schizophrénie, 229.

BOUTET, Odina :

Psychologie de l'indépendance, 721.

BROSSARD, Gabriel :

Liberté et restrictions, 281.

BRUNET, Michel :

Anglophones du Québec, 1760-1974, 452.

CHAMPAGNE, Maurice :

Violence et projet de loi 22, 955.

ÉDITORIAUX :

Fondation Esdras-Minville, 361.

Loi cadre pour le cinéma, 449.

Langues dans les écoles du Québec, 535.

La dénatalité, 617.

Langue seconde à l'élémentaire, 622.

FABI, Thérèse :

Miron, libérateur, 179.

Chamberland, Québécois hurlant, 597.

FAUCHER, Albert :

Propagande de Léandre Bergeron, 487.

GAULIN, André :

Billets d'actualité, 591.

Sentences d'actualité,

GENEST, Jean :

L'autogestion, 239.

L'alimentation au Québec, 302.

La coopération, 390.

Énergie et monde occidental, 543.

Impressions de Rome, 857.

GINGRAS, Jules-Bernard :

Système scolaire américain, 130.

Démission de l'autorité, 266.

Moratorium à l'adolescence, 331.

Publicité et média de communication, 509.

Facteurs moraux et religieux, 569.

Révolution étudiante, 734.

Conflit des générations, 746.

LAURION, Gaston :

Manichéisme intellectuel, 965.

LEBEL, Maurice :

Succès ou failite des CEGEP, 810.

LUSIGNAN, Lucien :

Canadien au Proche-Orient, 778

MOUVEMENT QUÉBEC FRANÇAIS

À propos du bill 22, 923.

NORMAND, Madame Paul :

Planification humaine de l'éducation, 111 (pour pagination restaurée, voir octobre 1974, à la fin).

Turquie, 413.

Rhodes, 556.

Grèce, 669.

OLIVIER, Réjean :

Marcel Hamel, journaliste, 628.

PAGEAU, René :

Idéologie de G. Lamarche, 758.

SCHENCK, Ernest :

Eugène Lapierre, 154.

SOC. ST-JEAN-BAPTISTE-MONTRÉAL

En marge du bill 22, 947.

TORELLI, Maurice :

Maurras et la théorie du nationalisme intégral, 581.

Maurras et la démocratie, 703.

Empirisme et nationalisme, 791.

TREMBLAY, Rodrigue :

Les Québécois et leur économie, 801.

TRÉPANIÉ, Lise (et Pierre) :

Le nationalisme est un humanisme, 143.

Louis Archambeault, 649.

XXX :

Lettre de Chine, 193.

B — TABLE DES MATIÈRES

Adolescence, 331.

Agriculture, 470.

Alimentation, 302 - 345.

Alliance Coopérative Internationale, 406.

Américanisation, 130 - 345 - 571.

Angers, Fr.-Albert, 394 - 448.

Anglais à l'élémentaire, 622.

Angleterre, 543.

Anglicisation, 622.

Anglo-catholiques, 343.

Archambeault, Louis, 649.

Athènes, 671.

Autogestion, 238.

Autorité, 266.

Banques, 318.

Benjamin, Jacques, 528.

Bergeron, Léandre, 487.

Bill 22, 923, 207, 229, 452.

Capitalisme, 323 - 391.

Cappon, Paul, 530.

Carleton, 919.

CEGEP, 810.

Chamberland, Paul, 597.

Chapais, Thomas, 873.

Chine, 193 - 281.

Cinéma, 449.

Communications, 509.

Communisme, 240 - 323.

Compétence, formation à la, 119.

Conflit des générations, 746.

Conscience, formation de la, 115.

Contestation, 734.

Coopération, 390 - 448 - 482.

Coopérative, 326 - 390.

Delphes, 696.

Démocratie, 703.

Dénatalité, 617.

- Dominion Stores, 315.
 Droits de l'homme, 368 - 610.
 Drogues, 349.
 Écoles anglo-catholiques, 343.
 Économie, 801.
 Éducation, objectifs de, 111.
 Éducation américaine, 130.
 Église, 368.
 Énergie, 543.
 Enseignants, 122.
 Éphèse, 441.
 État, 260 - 281 - 570.
 États-Unis, 130.
 Fascisme, 341.
 Fédéralisme, 449.
 Fondation Esdras-Minville, 361.
 Forêt, 472.
 Français, numéro spécial sur le bill
 22 en sept. 1974, 207 - 287 - 535.
 Franglais, 229.
 Garneau, Fr.-Xavier, 881, 891.
 Goéland, Le, 170.
 Grèce, 669.
 Groulx, Lionel, 519 - 889 - 914.
 Hamel, Marcel, 628.
 Humanisme, 143.
 Indépendance, 533 - 534 - 721.
 Institutions privées, 341 - 349.
 Intelligence, formation de, 116.
 International, 126.
 Istanbul, 416.
 Italie, 543, 857.
 Lamarque, Gustave, 758.
 Langue seconde, 622.
 Lapierre, Eugène, 154.
 Libération, 344.
 Liberté, 260 - 281.
 Livingstone, Jonathan, 170.
 Lutte des classes, 347.
 Magasins, grands, 346.
 Marxisme, 240 - 323 - 392 - 487.
 Mass-média, 509.
 Maurras, Charles, 581 - 703 - 791.
 Miron, Gaston, 179.
 Moralité, 569.
 Mort, 656.
 Mozambique, 533 - 534.
 Mycènes, 685.
 Nationalisme, 143 - 400 - 581.
 Objectifs de l'éducation, 113.
 Olympie, 690.
 Parents, 123.
 Pariseau, Léo, 143.
 Pinochet, 340.
 Polyvalente, 140.
 Pragmatisme, 130.
 Proche-Orient, 778.
 Projet éducatif, 111.
 Publicité, 509.
 Québec, 801.
 Relations féd.-prov., 449.
 Religion, formation à la, 116.
 Ressources naturelles, 467.
 Révolution étudiante, 734.
 Revues.
 Rhodes, 556.
 Rome, 857.
 Rumilly, Robert, 526.
 Socialisme, 240.
 Sociologisme, 577.
 Steinberg, magasins, 321 - 327 - 342.
 Synode, 368.
 Système scolaire, 130.
 Troie, 434 - 686.
 Turquie, 413.
 Violence et bill 22, 955.
 Yougoslavie, 246.

AUX LECTEURS !

De septembre 1974 à juin 1975, la revue L'ACTION NATIONALE a réuni 28 collaborateurs qui ont écrit 59 articles. L'ensemble constitue un volume de 875 pages. Aidez-nous à trouver de nouveaux lecteurs. Seul un merci efficace compte !

NOS ANNONCEURS

Nos annonceurs participent à la vie de la revue . .

Nos lecteurs sont tous intéressés à leur succès...

Ils les consultent d'abord...

RÉPERTOIRE DES RUBRIQUES

Assurances générales

Assurance vie

Avocats

Cigarettes

Comptables

Coopératives

Éditions

Fer

Imprimeries

Mercerie

Placements

Quincaillerie

Répertoire des Noms

Bélanger, Lorenzo & Associés	Lacoste, Claude
Bellefleur, Gustave	Lange, Émilien
Bertrand, Guy	Lanthier, Roger
Bilodeau, Réal	La Québécoise
Brabant, Aurèle	La Solidarité
Brassard, Jean	Létourneau, Bernard
Buffet Louis-Quinze	Maillé, Gilles
Camus, Raymond	Mainville, George
Canuel, Germain	Maranda, Jean-Hubert
Chabot, Pierre	Marcil, Pierre-Paul
Charbonneau, Yves	Michaud, Robert
Charron, Gabriel	Montréal Oxygène
Chevrier, J.-Normand	Pelletier, Jean-François
Cossette, Jean-Marie	Poirier, Fernand
Éditions Fides	Prévost, Maurice
Desforges, Beaudry, Germain & Associés	Rheault, Fernand
Desjardins, Gilles	Richard, Clément
Doray, Pierre	Robillard, Michel
Fédération des Magasins Co-op	Robillard, Pierre
Filion, Roland	Roy, Édouard
Gauvreau, Charles-A.	Roy, Robert
Grenier, Paul	Senécal, Yvan
Houde, G.-E.	Thérien Frères
Jacques-Cartier (Imprimerie)	Vachon, Robert
Jasmin, Alban	Viau, Lucien & Associés



À VOTRE SERVICE
DANS LE
**GROUPE
DE
POINTE**



SOCIÉTÉ NATIONALE DE FIDUCIE
L'ÉCONOMIE MUTUELLE D'ASSURANCE
SOCIÉTÉ NATIONALE D'ASSURANCES

- Assurance-vie régulière et variable
- Assurance collective
- Rentes viagères
- Revenu-épargne variable

L' É CONOMIE
MUTUELLE D'ASSURANCE

Agences et unités

DRUMMONDVILLE • GRANBY • JOLIETTE • LAVAL • LONGUEUIL

MONTREAL • OTTAWA • QUÉBEC • SHERBROOKE

385 est, rue Sherbrooke, Montréal H2X 3N9,
tél. : 844-2050

ASSURANCES GÉNÉRALES

ROGER LANTHIER & FILS

655, chemin Bord de l'eau,
878-2455 — 671-6102

St-Lambert

AVOCATS

GUY BERTRAND &
CLÉMENT RICHARD, avocats

42, rue Ste-Anne, suite 200
Québec

Téléphone : 692-3951

COMPTABLES

Desforges, Beaudry, Germain
& Associés

Comptables agréés

210 ouest, boul. Crémazie,
suite 2

Montréal 354 — Tél. : 388-5738

LUCIEN VIAU & ASSOCIÉS
comptables agréés

Charles Gauvreau, C.A.

Fernand Rheault, C.A.

Robert Roy, C.A.

Pierre Doray, C.A.

Yves Charbonneau, C.A.

210 ouest, boul. Crémazie, suite 4
Montréal 351 388-9251

Lorenzo Bélanger et Associés

comptables agréées

2055, rue Peel, bureau 1025

Montréal, Québec H3A 1V4

(514) 849-9167

COOPÉRATIVES

:cooprix:::

.... C'EST LA SOLUTION

ÉDITIONS

VIENNENT DE PARAÎTRE

LES DÉBUTS DU RÉGIME SEIGNEURIAL AU CANADA

par MARCEL TRUDEL

Une étude magistrale sur la mise en place du régime seigneurial en Nouvelle-France et sur son fonctionnement, des débuts jusqu'en 1663.

Un très beau volume relié — 313 pages — 23.5 cm

Dans la collection « Fleur de lys » — \$12.00

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE-FRANÇAISE AU XIX^e SIÈCLE

ESSAIS SUR LE MILIEU — Par Gérard Parizeau

Dans cet ouvrage, Gérard Parizeau tente d'expliquer un siècle et certains personnages qui ont contribué à le faire (Joseph Bouchette, Mgr Ignace Bourget, P.-J.-O. Chauveau, Philippe Aubert de Gaspé, Joseph Papineau, etc.). Nombreuses illustrations — 550 pages — 21.5 cm — \$12.00

En vente partout

FIDES

245 est, boul. Dorchester, Montréal

861-9621

FER

F.X. LANGE INC.

ACIER DE STRUCTURE SECOND
TIGE À BÉTON — PLAQUES

11580 est, boul. Henri-Bourassa
MONTRÉAL 478 - 648-7445

IMPRIMERIES



388-5781 8125, rue Saint-Laurent

Montréal 351, Qué.

IMPRIMERIE
JACQUES-CARTIER INC.

Imprimeurs-lithographes
Service d'artistes

8477, 8e ave, Mtl 455 - 729-1851

MERCERIE TAILLEUR

LA BOUTIQUE LE PATRIMOINE inc.

Gilles Maillé, propriétaire

Spécialité : Habits sur mesures

6990, RUE ST-HUBERT, MONTRÉAL

273-2523

PLACEMENTS

RAYMOND CAMUS INC.

Courtier en valeurs mobilières

500, place d'Armes, ch. 1020, Montréal — Tél. : 842-2715

OBLIGATIONS — Actions et Fonds mutuels

QUINCAILLERIE

EDOUARD ROY & FILS LTÉE

Quincaillerie en gros
exclusivement

4115 est, rue Ontario, Mtl 403
Tél. : 524-7541

François-Albert Angers

POUR ORIENTER NOS LIBERTÉS

Volume de 280 pages. Il assemble les meilleurs articles de M. Angers, écrits entre 1939 et 1969. Pour la première fois le public a à sa disposition les grandes lignes de la pensée de M. Angers. Livre essentiel pour connaître les orientations et les appuis rationnels de ce maître du nationalisme québécois. (\$5.)

COMPLIMENTS DU
Mouvement National des québécois
ET DES SOCIÉTÉS MEMBRES :

SNQ ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
SNQ CENTRE DU QUÉBEC
SNQ CÔTE-NORD
SNQ EST DU QUÉBEC
SNQ DES HAUTES RIVIÈRES
SNQ DU LANAUDIÈRE
SSJB DE MONTRÉAL
SNQ OUTAOUAIS-NORD
SNQ RÉGION DE L'AMIANTE
SNQ RÉGION DE LA CAPITALE
SNQ DES LAURENTIDES
SNQ SAGUENAY - LAC ST-JEAN
SNQ RICHELIEU - YAMASKA
SSJB DE ST-JEAN
SSJB DE LA MAURICIE

LE MÉTRO DE MONTRÉAL
EN PHOTOS ET EN PROSE
par
Dominique BEAUDIN

Nous avons recueilli un certain nombre d'exemplaires
de cet ouvrage qui nous est souvent demandé.

En vente à \$1.50 — Case postale 189
Succursale N
Montréal, Québec H2X 2N2

LES AMIS DE LA REVUE

Hommage de
GUSTAVE BELLEFLEUR

BIJOUTERIE POMPONNETTE inc.

M. Jean Brassard, prés.
256 est, rue Ste-Catherine
Montréal 129 - 861-9293

BIJOUTERIE SILENCE enr.
M. Pierre Chabot, gérant
1935, rue Des Érables
Montréal 133 - 523-3673

HOMMAGE
D'UN AMI

AURÈLE BRABANT
Courtier en assurance
1840, 55e av., Pointe-aux-Trembles
Montréal 530 - Tél. : 642-7907

BUFFET LOUIS QUINZE inc.
Banquets - mariages
7230, 19e avenue, Rosemont
Montréal 453 - 376-8660

GERMAIN CANUEL, avocat
31 ouest, rue St-Jacques
suite 400
Montréal 126 - 842-9403

GABRIEL CHARRON

563, 45e avenue
LaSalle - 366-9116

NORMAND CHEVRIER
opticien d'ordonnances

537, rue Cherrier
Montréal 132 - 845-2673
Succ. : 903, Marie-Victorin
Tracy, Qué. - 742-3349

Hommage de
JEAN-MARIE COSSETTE

GILLES-H. DESJARDINS

Case postale 40
Rapide-des-Joachims
Comté de Pontiac

FILION et ROBILLARD
Notaires, Conseillers juridiques

11903, rue Ste-Gertrude
Montréal-Nord - 322-1960
Roland Filion - Pierre Robillard

LAINE PAUL GRENIER Enrg.
Spécialité : Laine du Québec

2301 est, rue Fleury
Montréal 360 - 388-9154

LES AMIS DE LA REVUE

Dr ALBAN JASMIN
7541, boulevard LaSalle
Un sympathisant de toujours

CLAUDE LACOSTE
5325, rue Hubert Guertin
Saint-Hubert, Québec
Téléphone : 678-2947

PIERRE-PAUL D. MARCIL
Chirurgien
ROUYN-NORANDA

Jean-Hubert Maranda, avocat
325 est, boulevard St-Joseph
Montréal - 288-4254

Dr ROBERT MICHAUD
241 ouest, rue Fleury
Montréal 357

Montréal Oxygène inc.
4890, 5e ave, Rosemont
527-3656
Geo.-E. Houde, président

ABONNEZ
UN AMI

PEINTURE BLAINVILLE ENRG.
1020, boul. Labelle
Blainville - 435-0248
George Mainville

JEAN-FRANCOIS PELLETIER
Conseil en publicité et
communication

1500, rue Stanley, bureau 425, Mtl

PHARMACIE LÉTOURNEAU
3828, boul. Décarie
Montréal - 484-7311

DOCTEUR FERNAND POIRIER
822 est, rue Sherbrooke, suite 400
Montréal 132 Lan-3000

MAURICE PRÉVOST
Directeur de l'Éducation
des Adultes
Commission Scolaire Régionale
Duvernay

MICHEL ROBILLARD, Notaire
2650 est, rue Beaubien
Montréal 402 - 728-4541

Hommage de
Yvan Sénécal

HOMMAGE DE
ROBERT VACHON
Médecin

HOMMAGE
D'UN AMI

L'ACTION NATIONALE

REVUE MENSUELLE (sauf en juillet et août)

DIRECTION : JEAN GENEST

Rédaction et administration : C.P. 189, Succursale N, Montréal,
H2X 2N2 ou Tél. de 3 à 6 : 866-8034

Abonnement : \$10.00 par année. De soutien : \$15.00

Les articles de la revue sont répertoriés et indexés dans le
CANADIAN PERIODICAL INDEX, publication de l'Ass. Can. des
Bibliothèques PÉRIODEX, publié par La Centrale des Bibliothèques,
et RADAR (Répertoire analytique d'articles de revues du Québec)
publié par la Bibliothèque nationale du Québec.

LA LIGUE D'ACTION NATIONALE

PRÉSIDENT : M. François-Albert Angers

VICE-PRÉSIDENTS : Madame Paul Normand
Charles Polrier

SECRÉTAIRE : M. Gérard Turcotte

TRÉSORIER : M. Yvan Sénécal

DIRECTEURS :

MM. René Chaloult

M. Yvon Groulx

Richard Arès

Dominique Beaudin

Albert Rioux

Jean-Marc Léger

Jean Genest

Patrick Allen

M. et Mme Michel Brochu

Claude Trottier

Jean Mercier

Jean Marcel

Rosaire Morin

Jean-Marc Kirouac

Dr Pierre Dupuis

Léo Jacques

Dr Jacques Boulay



*Quand tous les Québécois
se donnent la main...*

La Solidarité

COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE

Siège social à 925, chemin St-Louis

Québec